

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1848.

COMPÉTENCE EN MATIÈRE CRIMINELLE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Bien que placée par la Constitution parmi les objets auxquels il est nécessaire de pourvoir dans un court délai, la révision des codes n'a point encore eu lieu jusqu'à ce jour. Pressé de pourvoir à l'organisation complète du système politique, administratif et financier du pays, où tout était à faire, le législateur n'a pu aborder que partiellement le travail relatif à la législation civile et criminelle. Cette législation d'ailleurs, n'est point à refaire; l'ensemble doit en être maintenu, sauf quelques-unes de ses parties, auxquelles des améliorations peuvent être apportées.

Plusieurs lois ont déjà modifié nos codes; les plus importantes ont eu le Code d'instruction criminelle pour objet. La loi du 29 février 1832 a attribué à la juridiction correctionnelle la connaissance de certaines catégories de faits déferés jusqu'alors aux cours d'assises; le décret du 19 juillet 1831, les lois des 1^{er} mars 1832 et 15 mai 1838 ont organisé le jury; la loi du 30 décembre 1836 a substitué des règles nouvelles à celles que contient l'art. 7 du Code d'instruction criminelle, sur la poursuite des crimes et délits commis en pays étranger.

Le projet de loi que le Roi m'a chargé de vous soumettre est destiné à apporter au Code d'instruction criminelle de nouveaux changements, qui rendront le cours de la justice plus prompt, accorderont de nouvelles garanties aux prévenus et accusés, et réaliseront des économies importantes.

Ce projet est divisé en deux titres, dont le premier concerne particulièrement les tribunaux de simple police et de police correctionnelle, et le second a pour objet la juridiction criminelle proprement dite.

TITRE 1^{er}.*Des tribunaux de simple police et de police correctionnelle.*

Parmi les faits qui sont aujourd'hui déferés aux tribunaux correctionnels, il en est un grand nombre qui n'appartiennent à la classe des délits que par la peine dont ils peuvent être frappés ; mais qui, par leur nature, ne devraient être soumis qu'aux tribunaux de simple police : tels sont les délits ruraux, les contraventions aux lois et règlements sur la voirie, le roulage, les barrières, les postes et messageries, les poids et mesures, les infractions aux règlements provinciaux. Ces faits ne dénotent pas en général une perversité bien grande. La procédure à laquelle les poursuites donnent lieu est fort simple : la preuve se fait ordinairement au moyen de procès-verbaux ; il importe, dans l'intérêt tant de la répression que des prévenus eux-mêmes, que la décision soit prise promptement et sur les lieux. A ces différents titres, la justice de paix doit être considérée comme étant la juridiction naturelle de ces transgressions. Lors de la discussion de la nouvelle loi forestière, dont le Gouvernement s'occupe en ce moment, il y aura lieu de rechercher quelles sont, en cette matière, les contraventions qu'il est possible de déferer également aux tribunaux de simple police.

Les mêmes considérations s'appliquent à trois ordres de faits érigés en délits par le Code pénal : le vagabondage et la mendicité, lorsqu'aucune circonstance aggravante ne s'y joint, et les injures simples prévues par l'art. 375. Le vagabondage et la mendicité, dangereux pour l'ordre public, ne consistent cependant pas dans la violation d'un principe naturel ou social : le vagabond est l'homme qui n'a ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exerce habituellement ni métier ni profession. Le mendiant est celui qui sollicite les secours de la charité publique. Dans ces deux cas, il y a plutôt lieu de prévenir que de punir ; il y a des mesures de police et de prévoyance à prendre plutôt qu'à prononcer des peines. Aussi, les tribunaux se bornent-ils, dans l'immense majorité des cas, à constater le fait et à prononcer des peines très-faibles à l'expiration desquelles l'administration prend les mesures qu'autorisent les art. 272, 273 et 274 du Code pénal.

Le délit d'injure, prévu par l'art. 375 du Code pénal n'est pas en général bien grave, et, à l'audience, il dégénère fréquemment en contravention de simple police (art. 376 du Code pénal). La loi ne les punit d'ailleurs que d'une simple amende, dont le *maximum* n'est que très-rarement atteint par les condamnations.

Les tableaux statistiques annexés prouvent que, pendant les cinq années de 1842 à 1846, les tribunaux correctionnels ont eu à connaître de 103,006 affaires et que, sur ce nombre, 33,521 appartiennent aux catégories de délits que l'art. 1^{er} du projet propose de renvoyer aux tribunaux de simple police.

Deux moyens extrêmes permettraient de transférer tous ces faits de la juridiction correctionnelle à la juridiction de simple police. Le premier consisterait à abaisser toutes les peines au niveau de celles de simple police ; mais il en résulterait la destruction de toute l'économie des lois spéciales. Le Gouvernement prépare la révision de cette partie de la législation ; mais un tel travail ne peut s'accomplir que successivement et avec beaucoup de réserve et de prudence.

Le second moyen consisterait à élever, d'une manière générale, la compé-

tence des tribunaux de simple police. Une telle mesure serait au moins prématurée; le *maximum* des peines de simple police pourra certainement être augmenté, mais jamais il ne pourrait être porté dans toutes les matières, au taux qu'atteignent certaines dispositions des lois spéciales.

L'expédient le plus convenable est celui qui résulte de l'art. 2 du projet et qui combine les deux moyens que nous venons d'indiquer. La compétence ordinaire des juges de paix ne subirait aucune modification; elle serait accrue dans les matières spéciales désignées par la loi; et, en même temps, les peines prononcées par la législation spéciale existante, seraient ramenées à un *maximum* commun de huit jours d'emprisonnement et de 200 francs d'amende. Ainsi, les faits ne changeraient pas de nature; la juridiction seule serait modifiée, indépendamment des avantages que ces mesures entraîneront pour l'administration de la justice et pour les justiciables, elles permettront de déverser sur les juges de paix, qui peuvent sans inconvénient être occupés davantage, la partie la moins importante des attributions des tribunaux correctionnels; le personnel de ceux-ci pourra alors être réduit. D'autres économies résulteront encore de la diminution des frais de justice, lorsque les affaires seront jugées sur les lieux, et particulièrement, lorsque la procédure sommaire que propose l'article 3 à l'égard des mendiants et des vagabonds, aura été introduite.

On a témoigné la crainte que, dans les campagnes, un magistrat unique manquât parfois de la fermeté nécessaire pour réprimer la mendicité et le vagabondage.

Mais il ne faut pas perdre de vue que le projet ne défère aux tribunaux de simple police que les faits simples de vagabondage et de mendicité, c'est-à-dire ceux qui n'offrent aucun caractère alarmant pour l'ordre public. Les vagabonds et mendiants réellement dangereux, ceux dont s'occupent les articles 276 et suivants du Code pénal, resteront justiciables des tribunaux correctionnels. D'ailleurs, ainsi que nous le verrons plus loin, le droit d'appel sera réservé au Ministère public.

Le dernier paragraphe de l'art. 2 conserve au tribunal de simple police le droit, qui appartient aujourd'hui au tribunal correctionnel, de réduire, dans la proportion fixée par l'article 463 du Code pénal, les peines prononcées en matière de mendicité, de vagabondage et d'injures. La même réduction pourra être appliquée aux contraventions en matière de poids et mesures.

L'art. 26 de la loi du 15 mai 1838 a introduit dans la législation un principe nouveau, consistant à saisir la juridiction correctionnelle de la connaissance de certains faits qualifiés crimes, mais qui, dès l'abord, se présentent avec des circonstances tellement favorables, qu'il ne peut être douteux que des peines correctionnelles doivent leur être appliquées. Les avantages de ce système, qui tend à ne réserver à la juridiction criminelle que les faits réellement graves, ont déterminé la présentation de l'article 4, qui autorise la même marche en matière correctionnelle. La chambre du conseil pourra renvoyer au tribunal de simple police les faits qualifiés délits, mais auxquels une peine correctionnelle semblera ne point pouvoir être appliquée.

Les articles 5 à 10 s'occupent de l'appel en matière de simple police et de police correctionnelle.

D'après l'art. 172 du Code d'instruction criminelle, les jugements rendus en matière de simple police ne peuvent être attaqués par la voie de l'appel que par le

prévenu condamné, et seulement lorsque les condamnations ont atteint une importance déterminée. Si cette disposition était maintenue pour l'avenir, il en résulterait que les individus condamnés à raison de faits énumérés dans l'article 1^{er} du projet et qui jouissent du droit d'appel, aujourd'hui qu'ils sont jugés par les tribunaux correctionnels, perdraient cette garantie lorsqu'ils deviendraient justiciables des tribunaux de simple police, et que les condamnations inférieures au taux fixé par l'article 172 seraient prononcées contre eux; le droit d'interjeter appel, dans tous les cas, doit d'ailleurs être accordé au Ministère public comme garantie des intérêts de l'ordre public. Nous verrons plus loin que des précautions sont prises pour que l'exercice de ce droit ne puisse pas dégénérer en abus. Du reste, l'expérience a démontré que le Ministère public, privé de la faculté d'appeler, se voit forcé de déférer à la cour de cassation des difficultés que le tribunal correctionnel aurait suffi à décider. Sur 193 pourvois en cassation, formés, en matière de simple police, de 1836 à 1847, 178 sont émanés du Ministère public et 15 seulement de la partie condamnée.

Il résulte de l'art. 174 du Code d'instruction criminelle que tout jugement rendu en matière de simple police doit être signifié. Bien que les instructions émanées du Département de la Justice aient toujours tendu à restreindre autant que possible le nombre de ces significations, elles constituent encore une dépense assez considérable qu'il est facile d'éviter en adoptant, pour faire courir le délai d'appel en cette matière, les principes que régissent les jugements rendus par les tribunaux correctionnels. C'est ce que porte le deuxième paragraphe de l'art. 5 du projet.

Conformément aux articles 200 et 201 du Code d'instruction criminelle, les cours connaissent des appels interjetés contre les jugements rendus en matière correctionnelle par les tribunaux de la province où elles sont établies. Dans les provinces où il n'y a point de cour, les appels sont portés des tribunaux d'arrondissement au tribunal du chef-lieu de la province. Les appels des jugements rendus par ce dernier tribunal sont déférés au tribunal du chef-lieu de la province voisine, quand il est dans le ressort de la même cour d'appel. Si cependant ce chef-lieu est plus éloigné que la cour, cette dernière est compétente. L'exécution de ces dispositions a été réglée par le décret impérial du 18 août 1810.

Ce système, qui n'est basé sur aucun principe de dépendance hiérarchique, semble se justifier par une économie éventuelle des frais de justice qui s'augmentent avec la distance à parcourir, mais il entraîne, d'un autre côté, la nécessité de maintenir au moins cinq juges dans des sièges où trois magistrats pourraient suffire à l'expédition des affaires ordinaires.

Il est d'ailleurs facile de suppléer, dans la plupart des cas, à une nouvelle audition, devant les juges d'appel, des témoins qui ont été entendus en première instance; aujourd'hui déjà, les indications nécessaires sont fréquemment puisées dans les notes dont la tenue est prescrite par les articles 155 et 189 du Code d'instruction criminelle. Il suffira de donner à ces notes un caractère d'authenticité moins contestable et d'entourer leur rédaction de garanties nouvelles.

Les articles 6 et 10 du projet, conformes aux articles 2, 3 et 4 du projet présenté le 30 juillet 1834, par la commission de la Chambre des Représentants, restituent aux cours le droit exclusif de connaître des appels formés

contre les jugements rendus par tous les tribunaux correctionnels de leur ressort, et ordonnent la tenue d'un procès verbal régulier des dépositions des témoins.

Les articles 7, 8 et 9 sont communs aux tribunaux de simple police et de police correctionnelle.

Le n° 3 de l'art. 202 du Code d'instruction criminelle a été supprimé comme surabondant : l'administration forestière, de même que l'administration des douanes, n'étant que des parties civiles déjà mentionnées au n° 2.

En matière correctionnelle le droit d'appel continuera à appartenir tant au procureur du Roi qu'au procureur général. L'obligation d'adresser au procureur général un extrait de tout jugement donne lieu à des frais assez considérables que le Département de la Justice a toujours cherché à réduire, autant que cela lui a paru possible, en présence d'une prescription de la loi. Le silence que garde à cet égard le nouvel article permettra au Gouvernement d'organiser le contrôle du procureur général d'une manière tout aussi efficace et beaucoup moins onéreuse.

Ainsi que nous l'avons déjà vu plus haut, le droit d'interjeter appel des jugements de simple police est accordé au Ministère public. Mais pour éviter que les magistrats d'un ordre inférieur, placés sous l'empire d'une conviction trop absolue peut-être, ne se déterminent trop légèrement à déférer au juge supérieur les jugements qui n'auraient point admis leurs réquisitions, le projet attribue la faculté de se pourvoir contre les jugements des tribunaux de simple police au procureur du Roi, qui sera chargé de soutenir l'appel.

Aujourd'hui, le délai d'appel en matière correctionnelle est de dix jours, tant pour le prévenu que pour la partie civile et le Ministère public, près le tribunal de première instance ; il est de deux mois pour le Ministère public près le tribunal qui doit connaître de l'appel. Le prévenu acquitté, et qui était détenu au moment du jugement, demeure en état de détention jusqu'à l'expiration des dix jours.

Les articles 8 et 9 du projet renferment sur le délai d'appel des dispositions nouvelles, qui sont communes aux tribunaux de simple police et de police correctionnelle.

Le délai de dix jours est maintenu pour le prévenu et pour la partie civile : celui de deux mois, accordé au Ministère public près le tribunal qui doit connaître de l'appel, est réduit à 15 jours. La durée de la détention provisoire du prévenu acquitté ne pourra plus dépasser 5 jours.

TITRE II.

Des cours d'assises.

Dans la province où siège la cour d'appel, la cour d'assises est composée de cinq conseillers ; dans les autres provinces, elle est composée d'un conseiller de la cour d'appel, président, et de quatre juges du tribunal du lieu où se tiennent les assises.

Cette diversité dans la formation de la cour d'assises ne peut être justifiée par aucun motif réellement important. Si les juges d'un tribunal de première instance peuvent convenablement remplir les fonctions d'assesseurs dans les pro-

vinces où ne siège pas la cour d'appel, il ne peut exister aucun inconvénient à ce que des magistrats de même rang fassent partie de la cour d'assises dans le lieu même où la cour d'appel est établie. L'obligation de concourir aux assises en qualité d'assesseurs, imposée à quatre conseillers de chaque cour, interrompt fréquemment le service ordinaire de ces cours et absorbe presque entièrement une partie de leur personnel.

Le projet, tout en plaçant sur la même ligne que les autres, la cour d'assises tenue dans les chefs-lieux des cours d'appel, a cependant maintenu le caractère essentiel de cette cour, qui ne doit pas cesser d'être une émanation de la cour d'appel : c'est à ce titre qu'elle est présidée par un conseiller délégué par le premier président, et que même, dans des cas exceptionnels et certainement fort rares, elle peut être composée exclusivement de membres de la cour. Il n'est pas, sous ce dernier rapport, dérogé à l'article 254 du Code d'instruction criminelle.

La composition uniforme des cours d'assises avait déjà été présentée par le projet du 10 mars 1834, comme un remède à l'encombrement du travail dans les cours d'appel. et la commission de la Chambre des Représentants, chargée de l'examen de ce projet, avait admis le même principe. Seulement, tandis que le Gouvernement proposait que les cours d'assises ne fussent formées que de trois magistrats, la commission pensait qu'il fallait maintenir le chiffre actuel de cinq ; plus en rapport avec l'importance des attributions qui appartiennent aujourd'hui à la cour d'assises. L'article 11 du projet se prononce pour le système du projet de 1834. Il est inutile de recourir à cinq magistrats pour appliquer la peine à un fait dont toutes les circonstances constitutives ont été déclarées par le jury ; les arrêts sur les incidents de procédure, s'il s'en présente, peuvent d'ailleurs être soumis à la cour de cassation avec le pourvoi sur l'arrêt de condamnation. Les cas où la cour d'assises doit se prononcer sur les questions de culpabilité sont assez rares, et même, dans ces circonstances, le projet accorde aux accusés de nouvelles garanties. Suivant l'article 351 du Code d'instruction criminelle, si la déclaration de culpabilité n'est prononcée qu'à une simple majorité, les juges délibèrent entre eux sur le même point ; et si l'avis de la minorité des jurés est adopté par la majorité des juges, de telle sorte qu'en réunissant le nombre des voix, ce nombre excède celui de la majorité des jurés et de la minorité des juges, l'avis favorable à l'accusé doit prévaloir : il résulte de cette disposition qu'un individu déclaré coupable par 7 jurés contre 5 et par la minorité de la cour, c'est-à-dire par 2 contre 3, doit être condamné : la déclaration de culpabilité, dans ce cas, est formée par 9 voix contre 8.

L'article 12 du projet ne considère comme emportant déclaration de culpabilité que la réponse affirmative donnée par la majorité de la cour. Cette déclaration ne se formera donc que par au moins 9 voix contre 6.

La composition uniforme des cours d'assises, la réduction de leur personnel, l'attribution aux cours de tous les appels en matière correctionnelle, permettront de réduire le personnel des cours et celui de la plupart des tribunaux de 2^e classe.

L'article 13 reproduit les dispositions des arrêtés des 9 septembre 1814 et 20 janvier 1815. Il cesse cependant de faire dépendre l'atténuation de peine, de la somme à laquelle est évaluée le préjudice causé, circonstance trop variable de sa nature et qui d'ailleurs n'a pas sa source dans l'étendue de la culpabilité.

Il propose de plus , d'autoriser la cour d'assises à commuer , dans certains cas , les travaux forcés à temps en un emprisonnement dont la durée ne sera point inférieure à 6 mois.

Les articles 14 et 15 , destinés à remplacer les articles 26 et 27 de la loi du 15 mai 1838 et l'article 1^{er} de la loi du 29 février 1832 , contiennent une nouvelle application du système introduit par la première de ces lois. Lorsque l'accusé est âgé de moins de 16 ans et qu'il est déclaré coupable , il ne peut encourir, quel que soit son crime , qu'une peine correctionnelle dont la durée est déterminée par l'article 67 du Code pénal. Il en est de même à l'égard des crimes déclarés excusables ; ils ne peuvent être punis que de peines correctionnelles (art. 326 du Code pénal). Il semble donc tout naturel de permettre à la chambre du conseil d'apprécier ces circonstances , lorsqu'elles résultent clairement de l'instruction , et de renvoyer la connaissance de l'affaire à la juridiction correctionnelle. Ces mesures , qui permettent de mitiger dans beaucoup de cas la rigueur souvent excessive des dispositions du Code pénal , pourront disparaître lorsque la révision de ce code aura eu lieu.

L'article 16 et dernier renferme une disposition transitoire qui , pour éviter les frais et les retards qu'entraînerait une double instruction , autorise les tribunaux correctionnels à prononcer dans les affaires qui , aux termes de l'article 1^{er} , sortiraient de leur compétence , mais dans lesquelles la clôture des débats aurait été prononcée avant le jour où la loi deviendra obligatoire.

Le Ministre de la Justice ,

DE HAUSSY.

PROJET DE LOI.

 Léopold,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit;

TITRE I^{er}.

Des tribunaux de simple police et de police correctionnelle.

ARTICLE PREMIER.

Indépendamment des affaires de simple police qui leur sont attribuées, tant par le Code pénal que par des dispositions spéciales, les juges de paix connaîtront :

1° Des délits de vagabondage, de mendicité et d'injures, prévus par les art. 271, 274 et 375 du Code pénal ;

2° Des délits ruraux ;

3° Des contraventions aux lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières ;

4° Des contraventions aux arrêtés pris en exécution de la loi du 21 août 1816, sur les poids et mesures ;

5° Des infractions aux règlements provinciaux.

ART. 2.

Les juges de paix appliqueront les peines comminées par les lois et règlements sur les matières mentionnées dans l'article précédent, jusqu'à concurrence de 8 jours d'emprisonnement et 200 francs d'amende; les peines plus élevées seront réduites de plein droit à ce *maximum*.

Néanmoins, si les circonstances sont atténuantes, ils pourront, dans les cas prévus par les n^{os} 1 et 4 de l'article précédent, réduire l'emprisonnement et l'amende, et même prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

ART. 3.

Dans les cas de vagabondage et de mendicité prévus par les articles 271 et 274 du Code pénal, l'individu arrêté sera amené dans le 24 heures devant le juge de paix, à son audience ordinaire, ou à celle que l'officier du ministère public requerra pour le lendemain, afin d'y être statué conformément à la présente loi; et ce pendant, l'inculpé restera sous la main de la justice en état d'arrestation à la maison de police communale.

Si le prévenu le demande, un délai de trois jours lui sera accordé pour préparer sa défense.

ART. 4.

Lorsque le fait imputé sera punissable de l'emprisonnement ou de l'amende, et que, sur le réquisitoire du ministère public, ou sur le rapport fait à la chambre du conseil, les juges seront unanimement d'avis qu'il y a lieu de réduire ces peines au taux des peines de simple police, ils pourront renvoyer le prévenu devant le juge de paix compétent, en exprimant les circonstances atténuantes.

La chambre des mises en accusation pourra, à la simple majorité, exercer la même faculté.

Le ministère public et la partie civile pourront former opposition à l'ordonnance de la chambre du conseil, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Le tribunal de simple police devant lequel le prévenu sera renvoyé ne pourra décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes.

ART. 5.

Les jugements rendus par les tribunaux de simple police pourront, dans tous les cas, être attaqués par la voie de l'appel.

Le délai fixé par l'art. 174 du Code d'instruction criminelle, courra à dater de la prononciation du jugement, ou de la signification, si le jugement est par défaut.

ART. 6.

Les appels des jugements rendus par les tribunaux de police correctionnelle, seront tous portés devant la cour d'appel du ressort.

La faculté d'appeler appartiendra :

- 1° Aux parties prévenues ou responsables ;
- 2° A la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement ;
- 3° Au ministère public près la cour ou le tribunal qui doit prononcer sur l'appel ;
- 4° En matière correctionnelle, au procureur du Roi.

ART. 8.

Le ministère public près le tribunal, ou la cour qui doit connaître de l'appel, devra, à peine de déchéance, notifier son recours soit au prévenu, soit à la partie civilement responsable du délit, dans les 15 jours, à compter de la prononciation du jugement. L'exploit contiendra assignation dans le mois, à compter de la même époque.

ART. 9.

La mise en liberté du prévenu acquitté ne pourra être suspendue lorsqu'aucun appel n'aura été notifié dans les 5 jours de la prononciation du jugement.

ART. 10.

Les notes prescrites par l'art. 155 du Code d'instruction criminelle, seront tenues en forme de procès-verbal, et signées tant par le président que par le greffier.

En cas d'appel, elles seront jointes en original aux pièces de la procédure.

TITRE II.**Des cours d'assises.****ART. 11.**

Dans toutes les provinces, la cour d'assises sera composée :

1° D'un membre de la cour d'appel, délégué à cet effet, et qui sera le président des assises ;

2° De deux juges pris parmi les présidents et les juges les plus anciens du tribunal de première instance du lieu de la tenue des assises ;

3° Du procureur du Roi près le tribunal, ou de l'un de ses substituts, à moins que le procureur général ne se réserve de porter lui-même la parole, ou ne délègue ses fonctions à l'un de ses substituts près la cour ;

4° Du greffier du même tribunal.

La cour d'appel pourra cependant déléguer un ou plusieurs de ses membres pour compléter le nombre de trois juges de la cour d'assises.

ART. 12.

Si l'accusé n'est déclaré coupable du fait principal qu'à une simple majorité, les juges délibéreront entre eux sur le même point. L'acquittement sera prononcé si la majorité de la cour ne se réunit à l'avis de la majorité du jury.

ART. 13.

Dans tous les cas où le Code pénal prononce la peine des travaux forcés à temps ou celle de la reclusion, la cour d'as-

sises pourra, si les circonstances sont atténuantes, et en exprimant ces circonstances, exempter le coupable de l'exposition publique ou même commuer les travaux forcés, soit en reclusion, soit en un emprisonnement dont le *minimum* est fixé à six mois, et la reclusion en un emprisonnement qui ne pourra être au-dessous de huit jours.

ART. 14.

Dans tous les cas où il y aurait lieu de ne prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans le cas où il y aurait lieu d'appliquer les articles 66 et 67 du Code pénal, la chambre du conseil pourra, à l'unanimité de ses membres, et par une ordonnance motivée, renvoyer le prévenu au tribunal de police correctionnelle.

La chambre des mises en accusation pourra, à la simple majorité, exercer la même faculté.

Le ministère public et la partie civile pourront former opposition à l'ordonnance de la chambre du conseil, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

ART. 15.

Le tribunal de police correctionnelle devant lequel le prévenu sera renvoyé, ne pourra décliner sa compétence, en ce qui concerne l'âge, l'excuse et les circonstances atténuantes : dans les cas des articles 67 et 326 du Code pénal, il statuera conformément à ces articles; dans tous les autres cas, il pourra prononcer un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous des *minimum* fixés par l'art. 15, suivant les distinctions établies par cet article.

Disposition transitoire.

ART. 16.

Les tribunaux correctionnels, saisis des affaires mentionnées en l'art. 1^{er}, et dans lesquelles la clôture des débats ne serait point encore prononcée le jour où la présente loi sera obligatoire, les renverront devant le tribunal de simple police compétent.

Donné à Laeken, le 2 décembre 1848.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

DE HAUSSY.

Audiences en matières civile et correctionnelle.

COURS D'APPEL.	1843 — 1844.									1844 — 1845.										
	Nombre des audiences pendant l'année.	Nombre des audiences ayant duré						Nombre d'heures consacrées aux audiences.	Nombre des audiences pendant l'année.	Nombre des audiences ayant duré						Nombre d'heures consacrées aux audiences.				
		moins d'une heure	une à deux heures.	deux à trois heures.	trois à quatre heures.	quatre à cinq heures.	cinq à six heures.			six heures et plus.	moins d'une heure.	une à deux heures.	deux à trois heures.	trois à quatre heures.	quatre à cinq heures.		cinq à six heures.	six heures et plus.		
BRUXELLES.																				
1 ^{re} chambre civile.	114	1	1	18	91	5	0	0	353	91	1	3	15	71	1	0	0	272		
2 ^e —	127	1	5	20	100	5	0	0	581	82	2	2	15	65	0	0	0	255		
3 ^e —	125	1	21	74	27	0	0	0	501	121	5	7	18	93	0	0	0	355		
Chambre des appels correctionnels.	127	7	8	34	75	5	0	0	542	126	0	9	55	69	11	2	0	580		
— des mises en accusation.	45	9	51	5	0	0	0	0	44	45	5	42	0	0	0	0	0	44		
Cour d'assises	84	5	7	11	10	19	26	6	356	95	4	5	5	9	27	55	12	452		
GAND.																				
1 ^{re} chambre civile.	88	11	7	5	65	0	0	0	225	87	12	6	4	65	0	0	0	216		
2 ^e —	82	11	11	17	40	5	0	0	184	61	5	15	8	55	0	0	0	141		
Chambre des appels correctionnels.	47	0	7	4	52	4	0	0	158	47	0	5	8	51	5	0	0	144		
— des mises en accusation.	53	0	0	0	0	0	0	0	0	27	0	0	0	0	0	0	0	0		
Cour d'assises	87	5	6	11	16	14	11	14	510	41	0	5	7	10	7	4	10	176		
LIÈGE.																				
1 ^{re} chambre civile.	128	0	1	4	116	7	0	0	445	135	0	8	4	115	8	0	0	455		
2 ^e —	149	6	57	4	98	4	0	0	400	147	10	54	5	97	1	0	0	595		
3 ^e —	49	0	10	8	15	16	0	0	144	56	0	14	5	16	21	0	0	165		
Chambre des appels correctionnels.	47	1	15	1	10	20	2	0	146	65	2	6	5	19	29	2	0	215		
— des mises en accusation.	52	26	6	0	0	0	0	0	18	49	45	6	0	0	0	0	0	92		
Cour d'assises	56	0	5	9	9	7	4	4	154	25	0	1	5	5	5	7	2	98		
Totaux généraux.	1,596	82	172	225	702	105	45	24	5,886	1,204	85	162	155	700	115	48	24	5,721		
TOTAUX.	{	COUR DE BRUXELLES.	618	24	71	160	501	50	26	6	1,737	558	15	68	84	507	59	35	12	1,696
		— DE GAND	557	25	51	57	155	21	11	14	855	265	17	25	27	141	12	4	10	677
		— DE LIÈGE	441	35	70	26	248	54	6	4	1,294	475	55	69	22	252	64	9	2	1,548
COUR D'ASSISES :																				
Anvers	27	1	0	4	5	4	7	8	129	25	0	0	5	5	2	8	7	124		
Mons.	44	0	1	1	3	9	9	21	267	54	0	0	5	9	9	9	24	316		
Bruges	51	0	0	1	2	14	14	20	322	46	0	0	0	9	14	10	15	254		
Tongres	17	0	1	5	2	5	1	7	83	14	0	0	1	2	7	0	4	66		
Arlon.	16	0	0	5	4	5	1	5	65	9	0	0	2	2	1	1	1	(b 27		
Namur	18	0	2	1	1	6	0	8	91	12	0	2	1	5	2	1	2	(c 11		

a) La durée de 12 audiences n'est pas indiquée. b) La durée de 2 audiences n'est pas indiquée. c) La durée de 1 audience n'est pas indiquée.

COURS D'APPEL.	1845 — 1846.									1846 — 1847.									
	Nombre des audiences pen- dant l'année.	Nombre des audiences ayant duré						Nombre d'heures consacrées aux audiences.	Nombre des audiences pen- dant l'année.	Nombre des audiences ayant duré						Nombre d'heures consacrées aux audiences.			
		moins d'une heure.	une à deux heures.	deux à trois heures.	trois à quatre heures.	quatre à cinq heures.	cinq à six heures.			six heures et plus.	moins d'une heure.	une à deux heures.	deux à trois heures.	trois à quatre heures.	quatre à cinq heures.		cinq à six heures.	six heures et plus.	
BRUXELLES.																			
1 ^{re} chambre civile	87	2	2	13	70	»	»	»	263	87	1	1	9	67	8	1	»	280	
2 ^e —	99	1	3	7	88	»	»	»	287	88	3	1	28	56	»	»	»	248	
3 ^e —	101	8	6	38	49	»	»	»	258	105	5	3	37	62	»	»	»	281	
Chambre des appels correctionnels.	116	3	3	20	65	23	»	»	370	123	7	17	20	59	9	2	»	354	
— des mises en accusation.	45	»	42	»	»	1	»	»	44	41	»	40	1	»	»	»	»	42	
Cour d'assises	112	1	6	15	13	24	37	16	501	111	2	4	10	16	28	34	17	501	
GAND.																			
1 ^{re} chambre civile	91	10	10	14	37	»	»	»	218	86	6	7	8	63	»	»	»	224	
2 ^e —	72	6	11	8	47	»	»	»	174	75	8	10	5	51	1	»	»	184	
Chambre des appels correctionnels.	38	»	2	4	30	2	»	»	120	46	»	»	4	26	15	»	1	167	
— des mises en accusation.	19	»	»	»	»	»	»	»	»	26	3	3	5	14	1	»	»	65	
Cour d'assises	62	»	5	11	7	14	8	11	(a) 245	62	»	2	12	15	20	5	8	250	
LIÈGE.																			
1 ^{re} chambre civile	151	»	4	5	116	25	»	1	535	146	»	6	15	110	14	1	»	515	
2 ^e —	145	10	41	1	90	3	»	»	578	147	20	38	8	74	7	»	»	550	
3 ^e —	55	6	9	4	36	»	»	»	149	60	4	10	5	51	10	»	»	174	
Chambre des appels correctionnels.	48	3	5	6	17	13	2	»	133	54	1	5	2	23	23	»	»	189	
— des mises en accusation.	59	53	5	1	»	»	»	»	34	74	69	5	»	»	»	»	»	39	
Cour d'assises	51	»	»	10	14	10	5	4	(b) 162	55	»	2	12	4	7	5	5	126	
Totaux généraux.	1,340	103	152	157	699	119	52	32	3,891	1,566	127	154	100	675	145	48	51	3,956	
TOTAUX.	COUR DE BRUXELLES. 558 15 62 93 285 50 37 16 1,723 555 16 66 114 260 45 37 17 1,686																		
	— DE GAND 282 16 26 37 141 16 8 11 757 295 17 22 34 171 57 5 9 877																		
	— DE LIÈGE 509 72 64 27 275 53 7 5 1,411 516 94 66 42 242 61 6 5 1,595																		
COUR D'ASSISES:																			
Anvers	25	»	»	1	3	9	7	3	132	36	»	1	5	6	10	3	13	189	
Mons.	44	»	1	5	9	8	6	15	212	37	»	»	5	2	10	3	17	212	
Bruges	80	1	»	4	2	22	23	28	490	66	»	»	1	4	19	13	17	(c) 505	
Tongres.	25	»	»	4	1	5	1	12	151	11	»	»	2	5	4	»	»	35	
Arlon.	22	»	1	4	6	2	4	5	91	8	»	»	2	»	1	1	4	54	
Namur	17	»	1	2	6	4	2	2	66	17	»	»	1	2	6	3	3	90	

a) La durée de 8 audiences n'est pas indiquée. b) La durée de 8 audiences n'est pas indiquée. c) La durée de 12 audiences n'est pas indiquée.

COUR D'APPEL DE BRUXELLES.

1844—1845.

ÉTAT du nombre et de la nature des audiences dans lesquelles chaque membre a siégé.

		CHAMBRES CIVILES.			APPELS	MISES	ASSISES			TOTAL.
		1 ^{re} .	2 ^{me} .	3 ^{me} .	correction- nels.	en ACCUSATION.	De BRABANT.	D'ANVERS.	DE MONS.	
N.	premier président . .	91	"	"	"	"	"	"	"	91
N.	conseiller . .	77	"	"	"	"	40	"	"	117
N.	id. . .	78	2	"	1	"	40	"	"	121
N.	id. . .	73	"	"	"	"	5	"	"	78
N.	id. . .	87	"	"	"	1	20	"	"	117
N.	id. . .	88	"	"	"	"	37	"	"	125
N.	id. . .	58	8	"	15	"	18	6	"	105
N.	président.	"	1	"	"	"	"	"	"	1
N.	conseiller . .	"	64	"	3	4	"	"	"	71
N.	id. . .	3	75	"	"	"	40	"	18	136
N.	id. . .	"	73	"	2	"	41	"	10	126
N.	id. . .	"	73	"	"	1	49	"	"	123
N.	id. . .	"	76	"	"	"	42	5	"	123
N.	id. . .	"	77	"	"	"	16	"	"	93
N.	président.	"	"	122	"	41	"	"	"	163
N.	conseiller . .	"	10	95	"	39	9	"	"	133
N.	id. . .	"	"	85	"	28	"	"	"	113
N.	id. . .	"	2	93	3	17	3	"	10	128
N.	id. . .	"	3	105	"	27	4	"	"	139
N.	id. . .	1	"	57	3	25	8	8	"	102
N.	id. . .	1	"	53	"	21	"	"	"	75
N.	président	"	"	"	126	"	"	"	"	126
N.	conseiller . .	"	"	"	92	"	35	"	"	127
N.	id. . .	"	"	"	57	"	"	"	"	57
N.	id. . .	"	"	"	122	1	"	6	"	129
N.	id. . .	1	"	"	119	"	11	"	"	131
N.	id. . .	"	"	"	91	"	37	"	16	134

COUR D'APPEL DE BRUXELLES.

1845—1846.

		CHAMBRES CIVILES.			APPELS	MISES	ASSISES			TOTAL.
		1 ^{re} .	2 ^{me} .	3 ^{me} .	correction- nels.	en ACCUSATION.	De BRABANT.	D'ANVERS.	De HAINAUT.	
N.	premier président . . .	60	"	"	"	"	"	"	"	60
N.	conseiller . . .	72	"	"	"	"	48	4	"	124
N.	id. . .	87	"	"	"	2	40	"	"	138
N.	id. . .	87	"	1	"	"	47	"	"	135
N.	id. . .	05	"	"	2	1	45	"	"	113
N.	id. . .	72	2	3	2	2	27	"	"	110
N.	id. . .	82	"	"	2	"	48	"	0	141
N.	président . . .	"	93	"	"	"	"	"	"	93
N.	conseiller . . .	1	88	"	"	"	20	6	"	124
N.	id. . .	"	90	"	"	"	20	"	"	128
N.	id. . .	"	09	"	3	"	30	"	22	135
N.	id. . .	"	78	"	"	1	44	"	7	150
N.	id. . .	"	66	"	"	1	30	"	"	97
N.	id. . .	1	87	"	"	1	31	10	"	150
N.	président . . .	"	"	101	"	40	"	"	"	141
N.	conseiller . . .	"	"	85	3	30	12	"	6	136
N.	id. . .	"	"	26	3	20	"	"	"	49
N.	id. . .	"	"	87	2	35	"	"	"	124
N.	id. . .	"	15	87	2	22	15	"	"	141
N.	id. . .	"	"	83	1	16	21	"	"	121
N.	id. . .	"	"	20	"	28	"	"	"	54
N.		"	"	"	60	"	"	"	"	60
N.	conseiller . . .	11	"	"	93	"	14	"	"	118
N.	id. . .	"	"	1	101	2	22	"	"	126
N.	id. . .	"	"	"	110	5	13	"	"	128
N.	id. . .	5	"	3	93	2	1	5	"	106
N.	id. . .	"	"	"	97	5	"	"	"	102

COUR D'APPEL DE BRUXELLES.

1846—1847.

		CHAMBRES CIVILES.			APPELS	MISES	ASSISES			TOTAL.
		1 ^{re} .	2 ^{me} .	3 ^{me} .	correction- nels.	en ACCUSATION.	De BRABANT.	D'ANVERS.	Du HAINAUT.	
N.	premier président . .	87	"	"	"	"	"	"	"	87
N.	conseiller . .	87	2	"	3	1	1	"	"	94
N.	id. . .	79	"	"	"	"	27	"	10	116
N.	id. . .	80	1	"	6	2	28	"	"	117
N.	id. . .	81	"	"	"	"	27	"	3	113
N.	id. . .	60	"	"	"	"	49	"	7	125
N.	id. . .	71	2	"	"	1	54	"	"	128
N.	président	"	87	"	"	"	"	"	"	87
N.	conseiller . .	"	82	"	"	"	18	"	"	100
N.	id. . .	"	70	"	9	"	36	"	"	115
N.	id. . .	"	80	"	"	"	46	5	"	131
N.	id. . .	"	84	"	3	"	57	"	"	124
N.	id. . .	"	70	"	"	"	36	"	"	106
N.	id. . .	"	77	"	1	"	25	10	"	111
N.	président	"	"	104	"	38	"	"	"	142
N.	conseiller . .	"	1	65	15	36	"	"	"	117
N.	id. . .	"	"	81	19	35	"	"	"	135
N.	id. . .	"	"	67	"	57	"	"	"	104
N.	id. . .	"	"	86	5	3	48	"	"	140
N.	id. . .	"	"	32	"	32	"	"	"	64
N.	id. . .	"	"	82	"	4	43	"	"	129
N.	président.	"	"	"	123	3	"	"	"	126
N.	conseiller . .	"	"	"	74	2	19	9	"	104
N.	id. . .	"	5	"	61	4	26	"	15	106
N.	id. . .	"	"	"	102	3	19	12	"	136
N.	id. . .	"	"	"	92	2	27	"	"	121
N.	id. . .	"	"	"	101	2	1	"	"	104

COUR D'APPEL DE LIÈGE.

1846—1847.

		CHAMBRES CIVILES.			APPELS	MISES	ASSISES				TOTAL.
		1 ^{re} .	2 ^{me} .	3 ^{me} .	correction- nels.	en ACCUSATION.	De LIÈGE.	Du LIMBOURG.	Du LUXEMB.	De NAMUR.	
N.	premier président.	137	"	"	"	"	"	"	"	"	137
N.	président	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
N.	conseiller	101	"	"	"	1	"	"	"	"	102
N.	id.	114	"	"	"	1	"	"	"	"	115
N.	id.	101	1	"	"	2	"	"	"	"	104
N.	id.	127	8	2	"	3	4	"	3	"	147
N.	id.	134	8	"	1	4	"	"	"	5	152
N.	id.	110	12	14	1	4	6	"	4	"	160
N.	président	"	36	"	"	13	"	"	"	"	49
N.	conseiller	"	131	"	2	59	7	"	"	6	205
N.	id.	2	126	1	1	35	15	"	1	4	185
N.	id.	2	47	"	"	24	1	"	"	"	74
N.	id.	1	144	1	"	61	4	3	"	"	214
N.	id.	1	118	1	"	54	"	"	"	2	176
N.	id.	"	131	5	5	55	3	"	"	"	199
N.	faisant fonct. de prés.	"	5	58	45	17	"	"	"	"	125
N.	conseiller	"	1	60	49	1	19	2	"	"	135
N.	id.	17	7	50	37	5	22	"	2	"	
N.	id.	"	1	53	37	2	9	"	"	"	102
N.	id.	"	7	55	50	4	22	5	"	"	145
N.	id.	"	3	23	24	15	"	"	"	"	65

COUR D'APPEL DE GAND.

1846—1847.

		CHAMBRES CIVILES.		APPELS correction- nels.	MISES en ACCUSATION.	ASSISES		TOTAL.
		1 ^{re} .	2 ^{me} .			De GAND.	De BRUGES.	
N.	premier président	69	"	"	23	"	"	92
N.	président	50	"	"	25	"	"	76
N.	conseiller	51	"	"	4	8	"	63
N.	id. . . .	65	4	"	15	1	11	94
N.	id. . . .	43	8	"	9	29	"	89
N.	id. . . .	46	4	"	14	23	"	87
N.	id. . . .	54	"	2	21	"	"	77
N.	id. . . .	42	1	2	12	21	15	93
N.	id. . . .	33	"	"	5	20	25	83
N.	président. . . .	2	65	37	1	"	"	105
N.	conseiller. . . .	6	30	20	"	27	"	83
N.	id. . . .	3	43	31	3	17	"	97
N.	id. . . .	"	40	36	"	18	"	94
N.	id. . . .	"	47	30	"	21	"	97
N.	id. . . .	2	41	22	1	26	"	92
N.	id. . . .	"	34	17	"	6	23	80
N.	id. . . .	"	45	23	"	2	"	70
N.	id. . . .	"	40	17	"	19	"	76

COUR D'APPEL DE BRUXELLES.

EXERCICES.	Affaires civiles et commerciales							Affaires criminelles.		
	INTRODUITES.			TERMINÉES			RESTANT A JUGER.	Appels correctionnels jugés.	Arrêts de la chambre des mises en accusation.	Affaires jugées par la cour d'assises.
	Civiles.	Commerciales.	TOTAL.	Par arrêt.	Par radiation du rôle.	TOTAL.				
1855-1856	585	98	483	216	90	315	998	"	"	84
1856-1857	506	116	422	336	256	572	848	228	131	59
1857-1858	340	134	474	283	88	371	951	243	139	64
1858-1859	507	120	436	246	247	493	894	242	139	54
1859-1860	346	144	490	351	140	491	893	238	166	38
1860-1861	338	117	455	376	221	597	751	185	147	52
1861-1862	502	121	423	503	285	588	585	177	175	83
1862-1863	333	70	412	323	177	500	497	178	162	58
1863-1864	291	70	367	337	215	552	312	160	148	63
1864-1865	291	79	370	212	102	314	378	273	128	55
1865-1866	252	110	342	242	104	346	370	228	179	91
1866-1867	246	110	356	250	57	307	426	"	"	77
TOTAUX . . { 1 ^{re} période . . .	2022	738	2760	1808	1051	2859	"	1126	722	371
{ 2 ^e —	1695	575	2270	1667	940	2607	"	1016	792	425
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
MOYENNE . . { 1 ^{re} période . . .	337	123	460	301	172	473	"	225	144	62
{ 2 ^e —	282	96	378	278	157	435	"	203	158	71

COUR D'APPEL DE GAND.

EXERCICES.	Affaires civiles et commerciales							Affaires criminelles.		
	INTRODUITES.			TERMINÉES			RESTANT A JUGER.	Appels correctionnels jugés.	Arrêts de la chambre des mises en accusation.	Affaires jugées par la cour d'assises.
	Civiles.	Commerciales.	TOTAL.	Par arrêt.	Par radiation du rôle.	TOTAL.				
1835-1836	145	52	177	159	26	165	140	"	"	90
1836-1837	141	25	164	102	59	141	165	142	151	61
1837-1838	157	21	158	101	17	118	205	105	141	70
1838-1839	152	22	154	116	35	151	206	94	110	45
1839-1840	122	19	141	107	10	126	221	152	122	66
1840-1841	117	22	150	158	55	191	160	179	157	55
1841-1842	115	29	144	98	26	124	189	175	156	52
1842-1843	101	25	126	92	17	109	206	116	155	49
1843-1844	89	20	109	96	28	124	191	154	108	47
1844-1845	100	22	122	86	22	108	205	118	119	25
1845-1846	91	20	111	79	72	151	118	150	148	64
1846-1847	84	14	98	80	17	97	124	"	"	46
TOTAUX										
{ 1 ^{re} période . . .	794	159	953	705	189	892	"	652	641	385
{ 2 ^e —	580	150	710	551	182	713	"	671	644	281
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
MOYENNE										
{ 1 ^{re} période . . .	132	25	155	117	52	149	"	150	128	64
{ 2 ^e —	97	22	119	89	50	119	"	134	129	47

COUR D'APPEL DE LIÈGE.

EXERCICES.	Affaires civiles et commerciales							Affaires criminelles.		
	INTRODUITES.			TERMINÉES			RESTANT A JUGER.	Appels correctionnels jugés.	Arrêts de la chambre des mises en accusation.	Affaires jugées par la cour d'assises.
	Civiles.	Commerciales.	TOTAL.	Par arrêt.	Par radiation du rôle.	TOTAL.				
1855-1856	258	25	281	161	42	203	348	"	"	48
1856-1857	246	24	270	175	34	209	409	110	209	62
1857-1858	240	21	270	206	42	248	451	110	151	35
1858-1859	260	25	292	245	63	308	415	40	111	58
1859-1860	244	59	283	250	85	326	572	77	126	54
1860-1861	240	29	269	231	117	348	295	99	109	58
1861-1862	198	18	216	199	78	277	252	74	108	45
1862-1863	196	18	214	173	38	213	235	77	105	55
1863-1864	170	15	185	158	48	206	212	83	99	54
1864-1865	181	16	197	161	29	190	219	129	115	55
1865-1866	188	14	202	219	64	283	145	91	127	45
1866-1867	194	17	211	176	45	221	141	"	"	47
TOTAUX . . { 1 ^{re} période. . .	1506	159	1665	1257	385	1642	"	445	686	275
{ 2 ^e —	1127	98	1225	1086	502	1590	"	454	554	259
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
MOYENNE . . { 1 ^{re} période. . .	251	27	278	209	64	274	"	80	157	46
{ 2 ^e —	188	16	204	181	50	232	"	91	111	40

LITT. C.

TABLEAU DES APPELS CORRECTIONNELS.

COURS et TRIBUNAUX D'APPEL.	NOMBRE des		NOMBRE DES PRÉVENUS			NOMBRE DES PRÉVENUS intimés par appel					RÉSULTAT DES POURSUITES en 1 ^{re} instance, prévenus								Nombre des acquittés en 1 ^{re} instance, condamnés en appel.	Nombre des condamnés en 1 ^{re} instance, acquittés en appel.
	affaires jugées en appel.	prévenus.	appelants.	intimés.	appelants et intimés.	de la partie civile.	d'une administration publique.	du procureur du Roi près le tribunal		du procureur général.	acquittés.	CONDAMNÉS								
								de 1 ^{re} instance.	d'appel.			à l'amende et à la confiscation.	A L'EMPRISONNEMENT							
													de moins de six mois.	de six mois à un an.	un an et plus.					
1842.	Bruxelles .	177	243	102	95	46	5	11	125	"	5	78	45	65	16	39	45	6		
	Anvers .	24	31	11	16	4	"	5	15	"	"	15	6	6	1	5	4	4		
	Mons .	105	126	75	43	8	"	11	36	4	"	50	59	51	4	16	17	10		
	Gand .	173	255	145	64	26	11	18	61	"	"	45	42	98	20	50	17	32		
	Bruges .	45	65	45	11	11	"	1	21	"	"	11	3	36	5	12	6	7		
	Liège .	74	87	25	50	34	4	10	55	"	1	21	25	25	4	16	10	21		
	Tongres .	20	26	4	12	10	1	1	12	8	"	5	11	10	1	1	"	3		
	Arlon .	17	21	10	11	"	"	2	9	"	"	0	2	5	2	5	6	3		
	Namur .	40	52	24	22	6	6	5	19	"	"	20	9	20	"	3	6	0		
	TOTAUX.	675	884	435	504	145	25	62	551	12	4	254	180	294	51	125	109	92		
1843.	Bruxelles .	178	251	152	78	21	13	1	85	"	5	55	58	75	10	55	11	50		
	Anvers .	55	47	21	21	5	"	"	24	"	"	10	12	18	"	7	4	6		
	Mons .	77	105	55	40	8	"	0	37	3	"	28	16	40	7	12	5	17		
	Gand .	116	152	112	20	20	"	2	57	"	1	16	10	79	8	50	9	25		
	Bruges .	54	87	70	17	"	"	2	15	"	"	16	11	38	7	15	5	15		
	Liège .	77	102	28	42	52	5	13	56	"	"	38	25	24	5	12	12	22		
	Tongres .	15	17	2	7	8	"	"	12	5	"	5	5	6	1	4	5	2		
	Arlon .	19	55	9	22	2	"	7	17	"	"	18	9	5	"	5	5	3		
	Namur .	47	60	27	29	4	5	7	16	5	"	21	18	14	"	7	4	7		
	TOTAUX.	614	852	476	276	100	25	41	297	11	6	205	162	297	56	152	58	125		
1844.	Bruxelles .	160	206	109	82	15	8	"	77	"	17	56	48	40	17	45	25	11		
	Anvers .	52	40	25	17	"	5	"	16	"	"	14	1	14	5	8	"	12		
	Mons .	88	115	42	60	15	5	24	41	5	"	50	20	50	8	7	27	5		
	Gand .	154	180	157	52	11	11	5	52	"	5	27	51	72	15	57	5	19		
	Bruges .	27	45	35	12	"	2	"	10	"	"	5	17	18	1	6	1	1		
	Liège .	85	124	55	45	48	2	6	82	"	1	20	28	48	7	12	15	17		
	Tongres .	10	14	1	2	11	"	"	15	"	"	1	2	5	"	6	"	2		
	Arlon .	8	10	4	5	1	"	1	5	"	"	5	2	1	2	2	"	2		
	Namur .	38	58	48	10	"	"	"	9	1	"	10	35	10	"	5	2	7		
	TOTAUX.	580	792	450	265	99	51	54	285	4	21	195	184	258	51	126	77	72		
1845.	Bruxelles .	275	570	167	170	55	5	12	162	"	24	111	80	67	52	60	54	24		
	Anvers .	22	28	11	15	2	"	5	14	"	"	7	5	7	2	7	1	5		
	Mons .	89	121	50	68	3	1	19	41	10	"	41	44	20	12	4	16	2		
	Gand .	118	158	156	14	8	5	1	15	"	6	15	19	75	21	50	5	14		
	Bruges .	44	52	26	7	19	2	"	5	"	"	4	2	52	6	8	4	4		
	Liège .	129	184	20	65	99	15	15	159	"	"	40	45	62	10	27	17	25		
	Tongres .	8	10	1	5	4	1	1	7	1	"	5	"	4	2	1	"	1		
	Arlon .	10	15	4	8	1	2	2	5	"	"	8	2	"	"	5	"	1		
	Namur .	19	27	11	16	"	"	"	9	7	"	9	14	4	"	7	7	7		
	TOTAUX.	712	965	426	368	160	29	55	595	18	50	256	211	271	105	140	104	80		
1846.	Bruxelles .	228	286	141	106	50	10	2	119	"	14	72	48	97	18	51	41	20		
	Anvers .	24	30	16	6	8	1	1	11	2	"	2	7	7	7	2	6	5		
	Mons .	54	67	35	28	4	5	2	17	11	"	20	10	16	6	15	10	5		
	Gand .	150	181	158	27	16	"	1	40	"	2	20	56	78	15	52	8	16		
	Bruges .	55	60	37	4	28	"	"	4	"	"	5	5	56	9	14	2	15		
	Liège .	91	144	49	45	50	2	15	80	"	"	69	22	52	5	18	11	20		
	Tongres .	12	12	4	6	2	2	1	4	1	"	5	1	3	2	1	1	5		
	Arlon .	15	18	6	10	2	"	5	5	"	"	8	6	4	"	5	5	5		
	Namur .	55	61	22	50	9	7	"	32	"	"	10	55	15	"	5	5	5		
	TOTAUX.	640	868	448	262	158	25	25	312	14	16	211	170	286	60	141	85	105		

RÉCAPITULATION. — ANNÉES 1842 A 1846 RÉUNIES.

COURS et TRIBUNAUX D'APPEL.	NOMBRE DE JUGEMENTS DÉFINITIFS de 1 ^{re} instance		NOMBRE DES PRÉVENUS à l'égard desquels ont été rendus des arrêts ou jugements								
	confirmés.	infirmeries en tout ou en partie.	qui confirment des jugements			qui émendent ou modifient en					
			d'acquiescement ou d'absolution.	de condamnation.	d'incompétence.	condamnait des individus acquittés.	acquittait des condamnés.	aggravant la peine.	diminuant la peine.	déclarant l'in- compétence de la juridiction correctionnelle.	reformant des jugements d'in- compétence ou de surcus en statuant au fond.
Bruxelles.	573	443	189	584	5	174	100	150	145	8	1
Anvers	69	60	35	56	»	11	33	15	24	1	1
Mons.	242	171	75	243	2	75	37	74	25	1	»
Gand	591	280	61	460	1	44	106	24	191	1	10
Bruges	116	105	17	156	2	18	40	9	72	5	1
Liège.	226	228	95	220	4	65	105	45	80	5	»
Tongres	55	50	10	50	»	4	10	10	14	»	1
Arlon.	41	26	30	27	»	16	10	1	10	1	»
Namur	105	76	56	101	1	24	35	16	19	5	1
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,794	1,425	566	1,877	15	451	474	544	580	25	21

MOYENNE DES CINQ ANNÉES, 1842 A 1846.

Bruxelles.	115	89	38	117	1	35	20	30	29	2	»
Anvers	14	15	7	11	»	2	7	3	5	»	»
Mons.	48	54	15	49	1	15	7	15	5	»	»
Gand	78	56	12	92	»	9	21	5	38	»	5
Bruges	23	21	5	31	»	3	8	2	14	1	»
Liège.	45	46	19	44	1	15	21	9	16	1	»
Tongres	7	6	2	6	»	1	2	2	3	»	»
Arlon.	8	5	6	5	»	3	2	»	2	»	»
Namur	21	15	11	20	»	5	7	5	4	1	»
MOYENN. GÉNÉRALES.	359	285	115	375	5	86	95	69	116	5	4

RÉSULTAT DES APPELS CORRECTIONNELS.

COURS TRIBUNAUX D'APPEL.	NOMBRE DE JUGEMENTS DÉFINITIFS de 1 ^{re} instance		NOMBRE DES PRÉVENUS à l'égard desquels ont été rendus des arrêts ou jugements								
	confirmés.	infirmés en tout ou en partie.	qui confirment des jugements			qui émettent ou modifient en					
			d'acquiescement ou d'absolution.	de condamnation.	d'incompétence.	condamnant des individus acquittés.	acquittant des condamnés.	aggravant la peine.	diminuant la peine.	déclarant l'in- compétence de la juridiction correctionnelle.	réformant des jugements d'in- compétence ou de statut en statuant sur le fond.
1842.											
Bruxelles . . .	106	71	31	118	"	43	6	18	27	"	"
Anvers . . .	15	11	8	11	"	4	4	1	2	1	"
Mons . . .	66	39	13	65	"	17	10	10	10	1	"
Gand . . .	90	85	16	102	1	17	32	17	42	1	5
Bruges . . .	25	18	5	31	"	6	7	3	12	"	1
Liège . . .	59	35	10	55	"	10	21	5	6	"	"
Tongres . . .	8	12	2	11	"	"	3	5	4	"	1
Arlon . . .	12	5	3	9	"	6	"	1	2	"	"
Namur . . .	25	17	14	15	"	6	9	"	8	"	"
TOTAUX.	382	291	104	393	1	109	92	60	113	3	7
1843.											
Bruxelles . . .	111	67	48	115	"	11	50	14	52	"	1
Anvers . . .	11	22	7	12	"	4	6	7	10	"	1
Mons . . .	55	24	16	47	2	5	17	14	2	"	"
Gand . . .	54	62	6	75	2	9	25	4	54	"	1
Bruges . . .	30	24	9	46	2	5	15	"	12	"	"
Liège . . .	41	56	22	28	"	12	22	8	10	"	"
Tongres . . .	6	7	"	9	"	3	2	2	1	"	"
Arlon . . .	10	9	15	6	"	5	3	"	6	"	"
Namur . . .	26	21	17	16	"	4	7	6	5	5	"
TOTAUX.	542	272	158	352	4	58	125	55	112	5	5
1844.											
Bruxelles . . .	84	76	50	74	1	25	11	40	24	1	"
Anvers . . .	20	12	14	9	"	"	12	"	5	"	"
Mons . . .	48	40	25	40	"	27	3	10	3	"	"
Gand . . .	77	57	22	79	"	5	19	3	45	"	7
Bruges . . .	14	15	"	23	"	1	1	2	17	1	"
Liège . . .	42	41	12	50	3	15	17	12	15	"	"
Tongres . . .	6	4	1	4	"	"	2	"	7	"	"
Arlon . . .	5	5	1	6	"	2	"	"	1	"	"
Namur . . .	25	15	7	37	"	2	7	1	4	"	"
TOTAUX.	521	259	110	331	4	77	72	68	121	2	7
1845.											
Bruxelles . . .	156	137	49	137	4	54	24	55	40	7	"
Anvers . . .	15	9	6	9	"	1	5	4	5	"	"
Mons . . .	45	44	15	55	"	16	2	32	1	"	"
Gand . . .	76	42	7	85	"	5	14	"	46	"	1
Bruges . . .	24	20	"	50	"	4	4	1	11	2	"
Liège . . .	61	68	23	72	"	17	25	17	32	1	"
Tongres . . .	5	5	3	3	"	"	"	3	1	"	"
Arlon . . .	8	2	8	3	"	"	1	"	"	1	"
Namur . . .	5	14	5	4	"	7	7	5	1	"	"
TOTAUX.	375	359	115	398	4	104	80	117	135	11	1
1846.											
Bruxelles . . .	156	92	51	140	"	41	29	25	22	"	"
Anvers . . .	12	12	"	15	"	2	6	3	4	"	"
Mons . . .	56	24	6	20	"	10	5	5	9	"	"
Gand . . .	94	56	10	121	"	8	16	8	24	"	2
Bruges . . .	25	50	3	26	"	2	15	3	20	"	"
Liège . . .	45	48	27	35	1	11	20	3	17	2	"
Tongres . . .	8	4	4	5	"	1	5	"	1	"	"
Arlon . . .	6	7	5	5	"	3	6	"	1	"	"
Namur . . .	24	11	15	29	1	5	5	4	1	"	1
TOTAUX.	576	264	101	401	2	83	105	44	99	2	3

RÉCAPITULATION. — NOMBRE DES APPELS. — ANNÉES 1842 A 1846 RÉUNIES.

COURS et TRIBUNAUX D'APPEL.	NOMBRE des		NOMBRE DES PRÉVENUS			NOMBRE DES PRÉVENUS intimés par appel					RÉSULTAT DES POURSUITES en 1 ^{re} instance, prévenus								Nombre des acquittés en 1 ^{re} instance, condamnés en appel.	Nombre des condamnés en 1 ^{re} instance, acquittés en appel.
	affaires jugées en appel.	prévenus.	appelants.	intimés.	appelants et intimés.	de la partie civile.	d'une administration publique.	du procureur du Roi prés le tribunal		du procureur général.	acquittés.	à l'amende et à la confiscation.	CONDAMNÉS							
								de 1 ^{re} instance.	d'appel.				A L'EMPRISONNEMENT							
													de moins de six mois.	six mois à un an.	un an et plus.					
Bruxelles.	1,016	1,550	671	531	154	39	20	566	•	65	372	279	344	113	248	174	100			
Anvers.	135	176	82	75	19	4	9	80	2	•	40	51	52	15	54	11	35			
Mons	413	552	257	230	56	9	65	172	31	•	175	129	137	57	54	75	37			
Gand.	671	904	666	157	81	25	25	185	•	12	119	138	402	77	168	44	106			
Bruges.	221	318	209	51	58	4	3	55	•	•	59	58	160	26	55	18	40			
Liège	454	641	153	225	205	28	57	410	•	2	197	145	189	27	85	65	105			
Tongres.	65	79	12	52	35	4	3	48	15	•	15	17	28	6	13	4	10			
Arlon	67	95	33	50	6	2	17	41	•	•	40	21	13	4	11	16	10			
Namur.	179	258	152	107	19	18	10	85	15	•	70	111	61	•	16	24	55			
TOTAUX GÉNÉR.	5,219	4,550	2,215	1,475	671	133	215	1,040	59	77	1,070	907	1,386	503	684	431	474			

MOYENNES.

Bruxelles.	205	271	154	106	51	8	5	113	•	15	75	56	69	23	49	35	20	
Anvers.	27	35	16	15	4	1	2	16	•	•	9	6	10	5	7	2	7	
Mons.	85	106	51	48	7	2	15	34	6	•	35	26	27	7	11	15	7	
Gand.	154	181	155	52	16	5	5	37	•	2	24	28	80	15	34	9	21	
Bruges.	44	64	42	10	12	1	1	11	•	•	8	7	32	6	11	5	8	
Liège.	91	128	51	45	55	5	11	82	•	•	39	29	58	5	17	13	21	
Tongres.	13	18	2	7	7	1	1	10	3	•	5	5	6	1	5	1	2	
Arlon.	15	19	7	11	1	•	5	8	•	•	9	4	5	1	2	3	2	
Namur.	56	52	27	21	4	4	2	17	3	•	14	22	12	•	5	5	7	
MOYENN. GÉNÉR.	644	872	442	295	154	27	45	528	12	15	216	181	277	61	157	86	95	

TABLEAU des conseillers désignés pour la présidence des assises, avec l'indication de la durée des sessions et du montant de l'indemnité de 500 francs répartie par jour.

EXERCICES.	Anvers.			Hainaut.			Flandre occidentale.			Limbourg.			Luxembourg.			Namur.		
	CONSEILLERS DÉSIGNÉS.	DURÉE DES SESSIONS.	INDEMNITÉ PAR JOUR.	CONSEILLERS DÉSIGNÉS.	DURÉE DES SESSIONS.	INDEMNITÉ PAR JOUR.	CONSEILLERS DÉSIGNÉS.	DURÉE DES SESSIONS.	INDEMNITÉ PAR JOUR.	CONSEILLERS DÉSIGNÉS.	DURÉE DES SESSIONS.	INDEMNITÉ PAR JOUR.	CONSEILLERS DÉSIGNÉS.	DURÉE DES SESSIONS.	INDEMNITÉ PAR JOUR.	CONSEILLERS DÉSIGNÉS.	DURÉE DES SESSIONS.	INDEMNITÉ PAR JOUR.
		Jours.	Fr ^{ts} .		Jours.	Fr ^{ts} .		Jours.	Fr ^{ts} .		Jours.	Fr ^{ts} .		Jours.	Fr ^{ts} .		Jours.	Fr ^{ts} .
1843-1844.	Delannoy	9	55	Delahaut	11	40	Delecourt	7	71	Schaetzen	5	100	Crossée	5	100	Petit	4	125
	Lauwens	9	55	Kaïeman	11	40	Onraet	18	28	Mockel	1	500	Thonus	8	65	Ernst	5	100
	Van Mons	5	100	Corbisier	7	71	Saney	10	26	Stas	8	65	De Champs	2	250	Crossée	6	85
	Van Camp	6	85	Lyon	15	55	Vandeveld	7	71	Mockel	5	100	Petit	5	100	Grandgagnage . .	5	100
1844-1845.	Vervloet	6	85	Bosquet	18	28	Peeters	7	71	Schaetzen	5	100	Mockel	2	250	Ernst	1	500
	Defierlant	5	100	Corbisier	10	50	Verbaere	20	25	Mockel	4	125	Crossée	1	500	Thonus	1	500
	Percy	8	65	De Brantegem . .	10	50	Vuylsteke	10	50	Stas	2	250	Bonjean	1	500	Crossée	4	125
	Delannoy	6	85	Delevingne . . .	16	51	Van Zuylen . . .	9	55	Schaetzen	5	100	Petit	5	100	Grandgagnage . .	6	85
1845-1846.	Lauwens	4	125	Kaïeman	7	71	Peeters	18	28	Thonus	5	100	Crossée	5	100	Petit	5	100
	Tielemans	6	85	Messines	9	55	Saney	17	29	Mockel	4	125	Bonjean	6	85	Ernst	5	100
	Van Mons	5	100	B. Corbisier . . .	6	85	Rooman	20	10	Schaetzen	9	55	Grandgagnage . .	7	71	Crossée	4	125
	Van Camp	10	50	Bosquet	22	25	Onraet	19	26	Thonus	5	100	Mockel	4	125	Petit	5	100
1846-1847.	Vervloet	12	42	Lyon	10	50	Peeters	25	22	Corthouts	4	125	Crossée	1	500	Ernst	2	250
	Defierlant	10	50	De Brantegem . .	7	71	Verbaere	19	26	Mockel	2	250	Bonjean	2	250	Grandgagnage . .	6	85
	Delannoy	5	100	Messines	5	100	Vuylsteke	10	50	Schaetzen	2	250	Tschoffen	4	125	Crossée	4	125
	Percy	9	56	Kaïeman	15	55	Vandeveld	14	55	Mockel	5	166	Petit	2	250	Thonus	5	100

ÉTAT

DES ACCUSÉS JUGÉS POUR CRIMES CAPITAUX EN FRANCE ET EN BELGIQUE.

NOMBRE DES ACQUITTÉS.

ANNÉES.	ASSASSINATS PAR- RICIDES.		EMPOISONNEMENT.		INFANTICIDE.		MEURTRE.		INCENDIE.		VOLS SUR CHEMINS PUBLICS.	
	Accusés.	Acquittés.	Accusés.	Acquittés.	Accusés.	Acquittés.	Accusés.	Acquittés.	Accusés.	Acquittés.	Accusés.	Acquittés.

FRANCE.

1841	314	104	40	15	180	05	206	65	185	93	114	42
1842	307	97	41	18	107	64	250	07	156	74	54	14
1843	350	91	38	14	108	09	200	51	202	112	105	29
1844	272	67	59	12	159	51	165	51	212	110	70	14
1845	296	78	56	25	162	04	174	61	195	107	75	18
TOTAUX	1539	457	214	82	856	313	982	295	948	496	416	117
Proport. sur 100.	"	28	"	58	"	57	"	50	"	52	"	28

BELGIQUE.

1842	16	5	1	"	0	2	20	11	18	10	9	5
1843	11	1	1	"	5	4	17	10	11	6	14	5
1844	17	7	1	1	10	4	29	17	17	6	9	1
1845	22	7	4	2	5	5	32	12	11	4	6	5
1846	32	8	1	1	17	10	20	10	18	4	2	1
TOTAUX	98	28	8	4	45	25	118	60	75	50	40	15
Proport. sur 100.	"	29	"	50	"	50	"	51	"	40	"	35

NATURE DES DÉLITS.	AFFAIRES.							PREVENUS						
	1842	1843	1844	1845	1846	TOTAL	MOYEN	1842	1843	1844	1845	1846	TOTAL	MOYEN
<i>Délits.</i>														
Abus d'autorité. Violation de domicile	4		1	1	1	5	1	0	1	1	1	3	9	2
Arrestation et détention illégale	1	1	1	1	3	4	1	1	2	1	1	3	7	1
Abus de confiance	128	105	98	110	188	629	126	153	122	125	125	236	779	156
— de blanc-seing	1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	3	5	1
Escoquerics	140	164	122	113	220	768	153	169	198	150	146	276	950	186
Adultere du mari	1	1	2	1	2	4	1	1	1	2	1	2	4	1
— de la femme	10	6	7	9	10	42	8	13	9	12	17	20	73	15
— complicité	1	1	1	1	1	5	1	2	2	1	1	1	5	1
Armes prohibées (Fabrication et débit d')	5	2	2	1	1	8	2	5	2	2	1	1	10	2
— (Port d')	4	11	9	21	16	61	20	4	12	10	21	16	63	12
Attentat aux mœurs par excitation à la débauche	29	15	18	18	51	111	22	32	10	21	25	45	145	28
— — Outrage public à la pudeur	45	55	58	51	58	245	49	64	42	92	88	79	365	73
— — — à la morale publique	1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	5	1
Banqueroute simple	25	27	23	27	34	156	27	26	20	24	28	37	144	29
Bris de scellés	1	1	2	1	1	4	1	2	1	2	1	1	5	1
Coalition d'ouvriers	12	6	5	3	4	28	6	51	55	55	28	16	181	36
— pour opérer la hausse ou la baisse	1	1	1	2	1	5	1	1	1	1	1	1	5	1
Concussion de commis	1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	5	1
Corruption de fonctionnaires tentée sans effet	1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	5	1
Coups et blessures volontaires	3,604	3,502	3,765	3,741	3,132	17,744	3,549	6,507	6,177	6,485	6,523	5,202	30,694	6,139
— — involontaires	60	79	71	90	59	359	72	72	104	87	102	71	436	87
Homicides involontaires d'enfants nouveau-nés	1	6	1	9	4	21	4	1	6	1	11	4	25	5
— — Autres	25	27	41	40	45	178	36	57	43	54	52	61	247	49
Duel (Blessures en)	1	3	2	1	1	7	1	1	10	2	1	1	14	3
— (Provocation en)	7	7	4	7	4	29	6	15	9	5	15	5	47	9
Culte (Entraves au libre exercice du)	13	9	7	10	3	42	8	21	9	12	20	5	65	13
— (Outrages envers un ministre du)	1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	5	1
Degradation de monuments publics	16	6	2	4	2	30	6	23	9	2	5	8	47	9
— d'autres propriétés immobilières	1	1	1	1	1	5	1	1	1	1	1	1	5	1
Déplacement de bornes	10	1	6	6	1	24	5	13	1	8	8	1	31	6
Destruction d'arbres, plants, récoltes	75	80	77	79	125	440	88	127	151	118	125	180	701	140
— de clôtures	162	182	186	199	230	959	192	303	338	359	359	331	1,670	334
— d'animaux domestiques	4	5	5	2	4	18	5	6	5	4	2	9	26	5
— de titres publics et privés	1	5	3	5	1	11	2	1	5	4	5	1	12	2
Détournement par un dépositaire de deniers	1	1	2	3	1	6	1	1	1	2	3	1	5	1
Diffamation, calomnie	148	145	126	161	166	746	149	184	185	158	208	200	935	187
— dénonciations calomnieuses	1	7	1	3	1	11	2	1	18	1	4	1	25	5

NATURE DES DÉLITS.	AFFAIRES.							PRÉVENUS.						
	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	TOTAL.	MOYEN-NE.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	TOTAL.	MOYEN-NE.
Diffamation, injures	184	204	204	180	176	948	180	265	270	282	224	230	1,271	254
Enchères. (Entraves à la liberté des).	1	2	2	3	"	8	2	1	2	2	4	"	9	2
Épizootie	20	12	12	18	9	71	14	37	15	14	24	10	100	20
État civil. (Tenue des actes de l')	2	8	37	"	9	56	11	2	8	37	"	9	56	11
— Défaut de déclarations de naissances	22	35	28	18	20	152	26	24	37	30	29	35	155	31
— Céléb. du mariage relig. avant le civil.	1	2	"	"	"	5	1	1	2	"	"	"	5	1
Évasion de détenus par bris de prison.	6	5	4	6	7	28	6	12	10	0	0	25	57	11
— par conniv. ou négligence des gardiens	"	1	1	1	2	5	1	"	1	1	1	3	6	1
Exposition d'enfants dans un lieu solitaire	1	1	1	5	5	11	2	2	1	1	1	5	8	2
— — — non solitaire.	12	21	10	7	24	74	15	15	25	13	11	20	90	18
Faux, émission de fausse monn. reçue pour bonne.	5	2	1	4	5	15	2	5	2	1	4	3	15	3
— dans les passe-ports	2	6	2	2	1	15	2	2	7	2	5	1	15	3
— — les certificats.	6	8	4	8	3	29	6	9	10	4	12	5	38	8
Incendie involontaire	7	3	4	5	4	25	5	10	9	5	6	4	34	7
Inhumations. (Violation des lois sur les).	5	5	2	1	"	11	2	7	4	2	1	"	14	5
— (— des sépultures).	"	"	"	2	1	3	1	"	"	"	5	2	5	1
Inondation	5	"	5	3	4	15	2	4	"	4	5	5	16	5
Jeux de hasard. (Maisons de)	1	1	1	"	"	5	1	1	1	4	"	"	6	1
— (Loteries clandestines).	6	1	"	"	1	8	2	15	1	"	"	1	15	5
Maisons de prêt sur gages	4	4	2	5	5	20	4	8	4	2	8	7	29	6
Menaces verbales.	14	16	18	20	15	85	16	17	17	28	50	22	114	25
— par écrit sans ordre.	1	4	"	"	"	5	1	1	5	"	"	"	6	1
Mendicité	754	885	819	1,122	2,925	6,485	1,296	995	1,148	990	1,588	4,716	9,444	1,889
Vagabondage	496	627	540	586	940	3,189	658	554	717	619	956	1,286	4,112	822
Opposit. à des travaux autor. par le Gouvernem.	"	1	"	"	"	1	"	"	7	"	"	"	7	1
Outrages à des magistrats	53	51	62	66	51	385	56	70	70	84	80	75	377	75
— à des fonctionnaires de l'ordre administ.	45	55	25	25	48	174	35	64	55	51	42	76	288	57
— à des agents de la force publique	267	505	264	275	261	1,572	274	408	456	532	424	593	2,015	405
Rébellion sans armes.	141	141	152	156	156	686	137	268	272	253	206	207	1,186	257
— avec armes par moins de trois personnes.	1	2	1	4	7	15	5	1	5	1	10	10	25	5
Tromperie sur la nature, la valeur, etc.	4	7	7	59	49	126	25	4	7	8	69	60	148	29
Usurpation de fonctions	"	2	"	"	"	2	"	"	2	"	"	"	2	"
— Port illégal de costumes	"	1	2	1	"	4	1	"	1	2	1	"	4	1
— de titres	2	1	"	"	"	5	1	2	1	"	"	"	5	1
Refus d'un service légalement dû	"	"	2	"	"	2	"	"	"	2	"	"	2	"
Vols sans circonstances aggravantes	2,155	1,221	1,775	2,228	4,244	13,601	2,520	5,072	5,237	2,571	5,175	6,047	18,102	5,620
Autres délits prévus par le Code pénal	5	8	8	15	9	45	9	5	11	11	21	12	60	12
TOTAUX.	8,712	9,064	8,621	9,526	15,525	49,248	9,849	15,509	15,957	13,156	14,850	20,168	75,589	15,118

NATURE DES DÉLITS.	AFFAIRES.							PRÉVENUS.						
	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	TOTAL.	MOYEN-NE.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	TOTAL.	MOYEN-NE.
<i>Crimes correctionnalisés.</i>														
Coups et blessures graves.	18	25	21	20	19	103	21	32	35	33	29	28	157	31
— — envers ascendants	22	12	26	30	28	118	28	27	15	30	33	29	134	27
— — — fonctionnaires.	4	10	6	16	6	42	8	12	15	10	38	11	86	17
Viol et attentat à la pudeur.	9	19	20	11	14	73	15	12	25	24	12	14	87	17
Enlèvement et détournement de mineurs	5	1	"	1	1	8	2	7	2	"	2	2	13	3
Suppression d'enfants	"	1	"	"	"	1	"	"	3	"	"	"	3	1
Corruption de mineurs.	"	"	3	1	"	4	1	"	"	3	1	"	4	1
Séquestration illégale	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	6	6	1
Faux témoignage	13	12	14	12	9	60	12	21	14	22	16	15	86	17
— serment	"	1	"	"	"	1	"	"	1	"	"	"	1	"
Subornation de témoins	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"	1	1	"
Destruction de constructions.	5	3	2	4	1	15	3	6	5	6	10	2	29	6
Fausse monnaie	"	"	1	1	"	2	"	"	"	1	2	"	3	1
Faux en écriture authentique.	9	8	8	6	12	43	9	13	8	9	8	17	55	11
Contrefaçon de timbres, marques, etc.	2	1	1	"	"	4	1	2	1	1	"	"	4	1
Soustraction de deniers publics.	1	3	"	"	"	4	1	2	3	"	"	"	5	1
Vol de nuit dans une maison habitée.	35	44	60	64	77	280	56	53	81	104	103	136	477	95
Vol domestique	109	88	105	114	150	566	113	131	104	128	141	176	680	136
Vol à l'aide d'escalade, effraction, fausses clefs.	"	"	3	8	24	35	7	"	"	4	11	34	49	10
Vol de bois dans les ventes	"	"	4	6	6	16	3	"	"	8	8	13	29	6
Vol dans un auberge	28	18	13	14	8	81	16	43	21	15	16	9	104	21
Vol d'instruments d'agriculture.	"	"	"	2	"	2	"	"	"	"	2	"	2	"
Vol de récoltes dans les champs.	67	74	105	140	150	516	103	131	150	200	242	249	952	190
Vol de bestiaux ou de poissons	"	1	1	1	3	6	1	"	1	1	1	12	15	3
Vol avec circonstances aggravantes non spécifiées.	40	67	51	62	102	331	66	69	106	74	89	131	480	98
<i>Contraventions de simple police.</i>														
Bruits et tapages nocturnes	8	10	13	8	6	47	9	18	36	39	25	17	135	31
Autres contraventions de simple police	22	23	28	15	24	112	22	59	51	48	19	30	176	35
<i>Contraventions à des lois spéciales.</i>														
Achat d'effets militaires.	30	33	20	13	32	148	29	42	38	35	18	66	199	39
Embauchage.	"	"	1	"	"	1	"	"	"	3	"	"	3	1
Recèlement de déserteurs.	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	1	"	1	"
Fortification.	"	"	3	1	1	5	1	"	"	3	5	1	9	2
Poudre	"	3	"	4	1	8	2	"	4	"	5	1	10	2
Milice	63	68	57	80	72	340	68	89	88	81	98	89	445	89
Taxe des barrières.	162	72	115	133	113	595	118	190	79	129	141	124	665	133
Contributions directes	55	80	53	40	28	256	51	59	89	61	45	28	271	54
Accises et autres contributions indirectes	171	148	117	89	54	579	116	188	150	122	94	61	615	123
Droits d'entrée et de sortie (douanes).	241	208	120	106	70	745	149	265	264	162	131	103	945	189
Garantie des matières d'or et d'argent.	4	5	1	"	3	13	3	5	5	1	"	5	14	3
Postes	12	7	8	0	17	53	11	15	10	10	11	20	66	13

NATURE DES DÉLITS.	AFFAIRES.							PRÉVENUS.						
	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	TOTAL.	MOYEN-NE.	1842.	1843.	1844.	1845.	1846.	TOTAL.	MOYEN-NE.
Taxes municipales	68	48	58	89	64	327	65	80	62	81	122	71	423	85
— provinciales	457	197	22	79	464	1,210	244	472	201	23	108	479	1,283	256
Vérification des poids et mesures	1,509	1,545	2,320	1,869	1,777	8,820	1,764	1,600	1,581	2,426	1,889	1,832	9,128	1,825
Fabriques et usines	50	50	59	51	45	215	45	58	64	42	52	48	244	49
Mines et extractions de toute nature	54	50	21	40	59	193	58	64	62	25	65	61	277	55
Navigation et cours d'eau ; poldres	164	191	160	145	141	700	159	188	252	182	188	195	985	197
Police maritime	52	19	"	"	"	51	10	42	28	"	"	"	70	14
Forêts, bois de l'État, des communes et hospices	2,082	2,175	2,060	2,576	2,525	11,416	2,285	5,252	5,418	5,114	5,776	5,416	16,956	5,591
— — des particuliers	1,084	1,505	1,047	940	1,619	5,003	1,198	1,845	2,272	1,354	1,500	2,622	10,172	2,054
Maraudages et autres délits ruraux	1,786	1,754	1,505	1,847	5,405	10,295	2,059	5,197	5,155	2,758	5,222	5,555	17,864	5,575
Chasse et port-d'armes	765	712	768	767	982	5,992	798	958	921	920	965	1,160	4,002	980
Pêche	45	55	59	56	52	205	41	69	55	67	64	78	351	66
Usurpation de propriétés communales	7	1	"	"	"	8	2	7	1	"	"	"	8	2
Chemin de fer	9	2	9	18	10	48	10	18	2	15	24	12	60	14
Messagerie et roulage	474	305	292	461	564	1,084	597	581	509	545	575	450	2,458	487
Constructions et plantations le long des routes	118	69	86	51	67	391	78	122	75	96	55	71	415	85
Voirie	248	254	250	265	162	1,157	227	500	262	505	559	222	1,440	289
Art de guérir. (Exercice illégal de l')	55	59	49	55	71	267	55	56	65	61	57	85	504	61
— (— de l'accouchement)	15	9	17	7	20	68	15	14	10	10	9	20	72	14
— Vente de médicaments	1	"	5	1	1	6	1	1	"	4	1	1	7	1
— Vente de remèdes secrets	"	"	1	"	2	3	1	"	"	1	"	5	4	1
Falsification de boissons ou d'aliments	1	2	5	1	5	12	2	1	5	6	1	4	17	5
Contrefaçon	1	1	3	2	1	8	2	2	1	6	5	2	16	5
Changement de nom	10	2	5	8	9	52	6	10	2	5	8	9	52	6
Expulsion	18	12	11	17	8	66	15	18	12	11	17	8	66	15
Maisons de débauche	"	"	2	5	"	5	1	"	"	5	4	"	7	1
Police des livrets	15	5	2	2	9	31	6	16	5	5	5	11	36	7
Surveillance des condamnés libérés	21	42	59	59	89	270	54	24	45	60	59	92	278	56
Presse	2	2	1	"	1	6	1	5	2	5	"	2	10	2
Taxe du pain	31	40	55	41	50	217	45	71	61	66	52	64	314	65
Témoins défailants	14	57	25	58	41	155	51	25	57	48	81	58	267	55
Troubles à l'audience correctionnelle	"	1	"	"	"	1	"	"	1	"	"	"	1	"
Usure	4	5	1	5	5	16	5	4	10	1	5	4	22	4
Ventes à l'encan	5	1	2	5	5	18	4	10	2	3	10	8	55	6
Experts, priseurs, arpenteurs	"	"	1	1	"	2	"	"	"	1	1	"	2	"
Colportage	3	6	2	1	"	12	2	4	8	2	1	"	15	5
Autres contraventions	50	119	51	51	40	260	52	55	145	59	55	52	522	64
RÉCAPITULATION.														
Délits	8,712	9,064	8,621	9,526	15,525	40,248	9,849	15,509	15,957	15,156	14,859	20,108	75,589	15,118
Crimes correctionnalisés	576	588	444	515	592	2,515	462	561	570	675	764	905	5,471	694
Contraventions de simple police	50	55	45	25	50	150	52	57	67	107	44	56	551	66
— à des lois spéciales	9,808	9,541	9,422	9,970	12,485	51,286	10,257	15,958	15,828	15,174	15,971	17,168	72,079	14,416
TOTAUX GÉNÉRAUX	18,986	19,026	18,550	20,052	26,452	103,006	20,601	28,065	28,422	27,110	29,658	38,235	151,470	30,294

ÉTAT

*Des affaires civiles et correctionnelles jugées par les tribunaux de première instance
composés de plusieurs chambres.*

		Affaires civiles et commerciales							Affaires correction ^{les} .		
		INTRODUITES.			TERMINÉES			Restant à juger.	Défils prévus par le Code pénal.	Contraventions à des lois spéciales.	TOTAL.
		Civiles.	Commerciales.	TOTAL.	Contradictoi- rement.	Par défaut.	Par radiation du rôle.				
Bruxelles	1843-1844.	751	"	751	299	251	201	569	1,302	728	2,030
	1844-1845.	905	"	905	337	174	216	560	1,128	712	1,840
	1845-1846.	1,028	"	1,028	364	519	487	429	1,543	829	2,172
	1846-1847.	880	"	880	376	308	450	493	2,210	1,148	5,358
	TOTAUX	3,571	"	3,571	1,376	1,052	1,414	"	5,085	5,417	9,400
MOYENNES		893	"	893	344	265	354	"	1,406	854	2,350
Gand	1843-1844.	445	"	445	285	124	40	51	693	571	1,264
	1844-1845.	440	"	440	240	58	151	22	851	610	1,470
	1845-1846.	509	"	509	202	73	130	62	900	755	1,605
	1846-1847.	345	"	345	252	85	134	44	1,203	902	2,165
	TOTAUX	1,635	"	1,635	985	340	455	"	5,767	2,827	6,594
MOYENNES		408	"	408	246	85	114	"	942	707	1,649
Liège	1843-1844.	505	"	505	210	181	155	485	479	404	973
	1844-1845.	618	"	618	215	202	220	473	495	325	820
	1845-1846.	696	"	696	351	184	146	522	557	403	940
	1846-1847.	661	"	661	269	190	196	540	672	368	1,540
	TOTAUX	2,478	"	2,478	1,025	757	717	"	2,185	2,090	4,275
MOYENNES		619	"	619	256	189	179	"	546	523	1,068
Anvers	1843-1844.	263	"	263	121	79	99	72	477	163	640
	1844-1845.	267	"	267	156	35	100	80	495	222	717
	1845-1846.	290	"	290	109	70	102	89	514	199	713
	1846-1847.	327	"	327	109	97	91	119	579	193	772
	TOTAUX	1,147	"	1,147	495	301	392	"	2,065	777	2,842
MOYENNES		287	"	287	124	75	98	"	516	194	710

		Affaires civiles et commerciales							Affaires correction ^{les} .		
		INTRODUITES.			TERMINÉES			Restant à juger.	Délits prévus par le Code pénal.	Contraventions à des lois spéciales.	TOTAL.
		Civiles.	Commerciales.	TOTAL.	Contradictoirement.	Par défaut.	Par radiation du rôle.				
Mons . . .	1845-1844. .	470	"	470	195	90	148	745	561	579	1,140
	1844-1845. .	556	"	556	211	81	157	850	561	861	1,422
	1845-1846. .	452	"	452	190	86	206	786	649	651	1,280
	1846-1847. .	480	"	480	168	115	662	556	1,021	668	1,689
TOTAUX		1,958	"	1,958	764	572	1,175	"	2,792	2,759	5,551
MOYENNES		484	"	484	191	95	295	"	698	685	1,585
Charleroy . . .	1845-1844. .	555	422	775	280	525	524	589	556	558	1,094
	1844-1845. .	415	286	699	268	561	242	556	501	408	999
	1845-1846. .	595	435	828	259	508	220	527	541	668	1,209
	1846-1847. .	680	470	1,150	549	551	151	696	658	565	1,221
TOTAUX		1,859	1,615	5,452	1,156	1,523	946	"	2,256	2,287	4,523
MOYENNES		459	405	865	289	551	256	"	559	572	1,151
Tournay. . . .	1845-1844. .	288	"	288	151	56	122	555	284	450	714
	1844-1845. .	511	"	511	126	40	75	574	286	450	756
	1845-1846. .	511	"	511	126	57	135	587	287	428	715
	1846-1847. .	548	"	548	152	66	150	412	528	529	1,057
TOTAUX		1,258	"	1,258	555	228	460	"	1,585	1,857	5,222
MOYENNES		514	"	514	159	57	115	"	546	459	805
Bruges	1845-1844. .	182	"	182	86	80	53	155	525	285	808
	1844-1845. .	144	"	144	57	40	50	145	486	515	799
	1845-1846. .	204	"	204	79	53	64	126	559	279	818
	1846-1847. .	187	"	187	72	65	54	155	970	475	1,445
TOTAUX		717	"	717	294	247	221	"	2,520	1,548	5,868
MOYENNES		179	"	179	74	62	55	"	650	557	967

		Affaires civiles et commerciales							Affaires correctionnelles.		
		INTRODUITES.			TERMINÉES			Restant à juger.	Débits prévus par le Code pénal.	Contraventions à des lois spéciales.	TOTAL.
		Civiles.	Commerciales.	TOTAL.	Contradictoi- rement	Par défaut.	Par radiation du rôle.				
Tongres	1845-1844. .	134	51	165	81	72	14	10	225	184	407
	1844-1845. .	152	25	175	92	94	15	5	215	250	465
	1845-1846. .	179	38	217	40	94	54	55	252	244	496
	1846-1847. .	202	42	244	52	122	75	52	315	291	604
TOTALS		667	154	801	274	382	156	"	1,005	969	1,972
MOYENNES		167	34	200	69	95	59	"	251	242	495

Arlon.	1843-1844. .	168	134	302	110	114	46	72	159	656	795
	1844-1845. .	219	118	337	135	107	71	85	94	504	598
	1845-1846. .	151	158	289	125	151	52	86	111	744	855
	1846-1847. .	160	146	306	106	176	47	105	100	679	779
TOTALS		698	536	1,234	406	528	216	"	444	2,585	3,027
MOYENNES		174	134	308	124	132	54	"	111	646	757

Namur	1843-1844. .	240	"	240	107	69	76	154	427	402	919
	1844-1845. .	262	"	262	91	44	157	145	420	565	983
	1845-1846. .	272	"	272	90	59	102	166	415	485	898
	1846-1847. .	251	"	251	114	50	98	145	479	542	1,021
TOTALS		1,005	"	1,005	402	222	413	"	1,741	2,080	3,821
MOYENNES		251	"	251	100	55	103	"	435	520	955

ÉTAT

Des affaires civiles et correctionnelles jugées par les tribunaux de première instance composés d'une seule chambre.

		Affaires civiles et commerciales							Affaires correctionnelles.		
		INTRODUITES.			TERMINÉES			Restant à juger.	Débits prévus par le Code pénal.	Contraventions à des lois spéciales.	TOTAL.
		Civiles.	Commerciales.	TOTAL.	Contradictoi- rement.	Par défaut.	Par radiation du rôle.				
Louvain . . .	1843-1844. .	162	"	162	57	52	74	204	392	417	809
	1844-1845. .	179	"	179	60	54	47	226	552	569	721
	1845-1846. .	201	"	201	65	55	81	242	457	419	876
	1846-1847. .	216	"	216	70	60	94	240	564	696	1,260
	TOTAUX	758	"	758	252	221	296	912	1,765	1,001	5,666
MOYENNES		189	"	189	65	55	74	"	441	475	916
Nivelles . . .	1845-1844. .	181	59	240	114	54	44	311	189	250	419
	1844-1845. .	185	64	249	101	73	40	302	199	359	558
	1845-1846. .	217	122	350	154	84	58	329	224	314	558
	1846-1847. .	187	70	257	150	79	58	327	355	385	718
	TOTAUX	770	315	1,085	499	290	200	1,269	945	1,288	2,255
MOYENNES		195	79	271	125	73	50	"	250	322	558
Malines . . .	1845-1844. .	109	67	176	50	59	75	89	226	85	509
	1844-1845. .	85	52	135	56	40	71	78	195	61	254
	1845-1846. .	71	56	127	52	54	60	82	164	96	260
	1846-1847. .	85	62	147	47	57	60	68	285	185	468
	TOTAUX	348	237	585	165	170	264	"	866	425	1,291
MOYENNES		87	59	146	41	45	66	"	216	106	325
Turnhout . . .	1845-1844. .	45	16	59	29	15	14	18	175	265	440
	1844-1845. .	60	7	67	42	7	7	28	154	209	545
	1845-1846. .	54	14	68	29	28	9	51	155	145	296
	1846-1847. .	51	24	75	25	26	18	38	215	199	412
	TOTAUX	208	61	269	125	76	48	"	675	816	1,491
MOYENNES		52	15	67	31	19	12	"	169	204	375

		Affaires civiles et commerciales						Affaires correction ^{les} .		
		INTRODUITES.			TERMINÉES			Délits prévus par le Code pénal.	Contraventions à des lois spéciales.	TOTAL.
		Civiles.	Commerciales.	TOTAL.	Contradictoi- rement.	Par défaut.	Par radiation du rôle.			
Audenarde.	1845-1844.	104	60	265	87	82	102	96	482	735
	1844-1845.	152	70	202	72	76	60	87	355	601
	1845-1846.	156	84	220	80	79	71	101	481	728
	1846-1847.	157	74	211	70	69	84	100	500	1,090
TOTAUX.		509	207	806	309	306	326	"	1,867	5,174
MOYENNES.		140	74	224	77	76	81	"	467	795

Termonde.	1845-1844.	107	"	197	66	54	56	58	556	504	860
	1844-1845.	207	"	207	62	50	50	75	506	272	778
	1845-1846.	178	"	178	66	59	59	87	587	291	878
	1846-1847.	265	"	265	54	52	40	84	680	580	1,269
TOTAUX.		845	"	845	248	215	185	"	2,558	1,447	5,785
MOYENNES.		211	"	211	62	54	46	"	584	362	946

Courtrai.	1845-1844.	148	"	148	61	52	142	55	478	115	591
	1844-1845.	150	"	150	76	16	150	44	495	204	699
	1845-1846.	115	"	115	41	22	46	51	452	171	625
	1846-1847.	155	"	155	56	20	45	61	582	351	915
TOTAUX.		546	"	546	214	90	363	"	2,007	810	2,826
MOYENNES.		136	"	156	55	22	91	"	502	205	706

Furnes.	1845-1844.	109	22	151	42	62	25	60	165	155	518
	1844-1845.	110	20	150	45	65	27	62	162	108	270
	1845-1846.	40	25	72	42	18	18	49	152	85	255
	1846-1847.	62	20	82	50	14	28	50	278	155	411
TOTAUX.		350	94	424	159	159	96	"	755	479	1,254
MOYENNES.		85	25	106	59	59	24	"	180	119	508

		Affaires civiles et commerciales						Affaires correction ^{les} .		
		INTRODUITES.			TERMINÉES			Défets prévus par le Code pénal.	Contraventions à des lois spéciales.	TOTAL.
		Civiles.	Commerciales.	TOTAL.	Contradictoi- rement.	Par défaut.	Par radiation du rôle.			
Ypres.	1843-1844.	215	72	287	157	44	108	100	592	598
	1844-1845.	155	59	194	70	54	100	90	501	546
	1845-1846.	98	77	175	52	57	98	87	501	450
	1846-1847.	105	92	197	69	50	85	104	518	780
TOTAUX		575	280	855	528	145	501	•	1,512	2,574
MOYENNES		145	70	215	82	56	98	•	578	595

Huy	1843-1844.	120	58	178	77	61	50	55	122	195	515
	1844-1845.	157	49	186	84	59	45	29	154	205	539
	1845-1846.	166	65	220	74	81	89	28	178	535	511
	1846-1847.	168	66	254	• 07	76	72	45	162	260	422
TOTAUX		591	256	827	552	277	256	•	596	991	1,587
MOYENNES		148	59	207	85	69	64	•	149	248	507

Verviers.	1843-1844.	208	•	208	87	64	101	183	202	524	526
	1844-1845.	215	•	215	82	44	125	190	216	522	558
	1845-1846.	256	•	256	104	66	85	175	218	571	589
	1846-1847.	267	•	267	99	85	61	197	254	541	595
TOTAUX		926	•	926	572	259	570	•	890	1,558	2,248
MOYENNES		251	•	251	95	64	95	•	225	559	562

Hasselt	1843-1844.	85	21	106	15	56	15	48	143	550	475
	1844-1845.	87	20	107	27	50	26	35	1 0	257	417
	1845-1846.	89	26	115	25	37	25	74	197	527	524
	1846-1847.	89	29	118	21	47	52	65	318	595	711
TOTAUX		350	96	446	88	150	116	•	858	1,287	2,125
MOYENNES		88	24	112	22	38	29	•	200	522	551

		Affaires civiles et commerciales							Affaires correction ^{les} .		
		INTRODUITES.			TERMINÉES			Restant à juger.	Débits prévus par le Code pénal.	Contraventions à des lois spéciales.	TOTAL.
		Civiles.	Commerciales.	TOTAL.	Contradictoi- rement.	Par défaut.	Par radiation du rôle.				
Marche	1843-1844. .	71	30	101	62	39	16	25	78	461	539
	1844-1845. .	74	40	114	55	44	21	22	74	354	428
	1845-1846. .	88	65	151	52	75	17	30	119	518	657
	1846-1847. .	103	36	139	48	58	17	47	89	385	474
TOTAUX		536	169	505	217	216	71	"	500	1,718	2,078
MOYENNES		84	42	126	54	54	18	"	90	429	519

Neufchâteau	1845-1844. .	92	70	162	58	71	39	84	50	362	418
	1844-1845. .	92	45	135	58	57	33	71	70	271	341
	1845-1846. .	115	55	168	68	66	38	70	64	362	426
	1846-1847. .	106	81	187	51	107	21	81	57	297	354
TOTAUX		405	247	652	235	301	151	"	247	1,292	1,550
MOYENNES		101	62	163	59	75	35	"	62	325	385

Dinant	1845-1844. .	199	110	309	87	174	63	355	174	687	861
	1844-1845. .	148	71	219	47	100	39	300	213	604	817
	1845-1846. .	164	72	236	69	120	55	411	159	500	659
	1846-1847. .	185	117	302	92	155	67	420	215	661	876
TOTAUX		694	370	1,064	295	529	202	"	761	2,452	2,913
MOYENNES		174	92	266	74	132	51	"	190	613	805

Livr. I.

TABLEAU

DU

NOMBRE ET DE LA DURÉE DES AUDIENCES

DES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

		BRUXELLES.			LOUVAIN.	NIVELLES.	ANVERS.		MALINES.	TURNHOUT.	MONS.			CHARLEROY.		TOURNAY.	
		1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.	3 ^e chambre.			1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.			1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.	3 ^e chambre.	1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.	1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.
Nombre des audiences civiles.	1845-1844. .	187	154	59	93	84	97	"	126	84	120	41	"	125	84	128	59
	1844-1845. .	124	125	41	90	92	88	"	126	62	130	41	"	129	81	128	63
	1845-1846. .	125	124	44	74	92	92	"	130	71	127	41	"	126	48	134	49
	1846-1847. .	125	125	15	91	100	94	"	128	79	150	40	"	132	66	161	44
TOTAUX.		561	506	159	348	368	371	"	510	296	519	165	"	512	279	551	217
MOYENNES.		140	126	35	87	92	95	"	128	74	129	41	"	128	69	158	54

Nombre des audiences correctionnelles.	1845-1844. .	"	"	142	104	44	"	98	48	86	"	"	72	"	89	"	65
	1844-1845. .	"	"	126	122	42	"	83	40	74	"	"	77	"	89	"	62
	1845-1846. .	"	"	125	95	44	"	102	60	58	"	"	85	"	84	"	77
	1846-1847. .	"	"	172	85	52	"	105	47	65	"	"	91	"	94	"	55
TOTAUX.		"	"	565	404	182	"	386	204	283	"	"	325	"	356	"	259
MOYENNES.		"	"	141	101	45	"	96	51	71	"	"	81	"	89	"	63

Nombre d'heures consacrées aux audiences civiles.	1845-1844. .	489	485	111	260	212	255	"	422	100	511	125	"	456	511	479	195
	1844-1845. .	452	485	169	271	256	227	"	585	78	520	125	"	517	525	481	225
	1845-1846. .	492	425	101	246	257	260	"	542	145	510	121	"	408	191	586	146
	1846-1847. .	506	460	60	511	282	265	"	542	119	500	115	"	458	165	447	114
TOTAUX.		1,959	1,851	441	1,088	1,007	985	"	1,491	446	2,041	480	"	1,900	990	1,795	678
MOYENNES.		485	465	110	272	252	246	"	375	111	510	120	"	477	248	448	169

Nombre d'heures consacrées aux audiences correctionnelles.	1845-1844. .	"	"	509	281	151	"	575	250	195	"	"	165	"	550	"	512
	1844-1845. .	"	"	552	355	157	"	516	257	189	"	"	260	"	558	"	285
	1845-1846. .	"	"	467	366	167	"	425	306	155	"	"	282	"	546	"	279
	1846-1847. .	"	"	796	525	216	"	415	254	165	"	"	516	"	286	"	191
TOTAUX.		"	"	2,304	1,525	691	"	1,529	1,007	700	"	"	1,021	"	1,520	"	1,065
MOYENNES.		"	"	576	351	175	"	382	252	175	"	"	255	"	350	"	265

GAND.		AUDENARDE.	TERMONDE.	BRUGES.		COURTRAI.	FURNES.	OSTENDE.	LIÈGE.		HUY.	VERVIERS.	TONGRES.		HASSELT.	ARLON.		MARCHE.	NEUCHÂTEAU.	NAMUR.		DINANT.
1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.			1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.				1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.			1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.		1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.			1 ^{re} chambre.	2 ^e chambre.	
159	"	88	85	124	"	84	87	80	105	78	112	85	75	"	60	81	"	82	76	119	"	91
127	"	86	85	125	"	89	82	84	195	75	115	80	81	"	55	94	"	82	81	115	"	98
151	"	86	84	127	"	82	86	86	194	77	112	80	77	"	54	108	"	86	84	117	"	92
125	"	85	81	125	"	87	85	82	185	76	94	101	80	"	58	129	"	85	85	115	"	94
515	"	545	555	499	"	542	540	558	769	504	451	546	515	"	927	419	"	555	526	406	"	575
120	"	86	84	125	"	85	85	84	192	76	108	86	78	"	57	105	"	84	81	116	"	94

"	154	44	86	"	115	95	42	45	"	98	64	66	"	72	49	"	80	47	56	"	151	58
"	158	42	86	"	114	79	45	45	"	117	77	77	"	73	46	"	99	47	48	"	134	48
"	155	50	86	"	115	87	41	45	"	110	65	74	"	76	50	"	86	47	44	"	128	65
"	150	55	84	"	102	85	45	41	"	115	59	52	"	75	60	"	67	45	51	"	109	71
"	557	189	542	"	440	542	169	172	"	458	265	269	"	296	214	"	552	184	109	"	502	240
"	154	47	85	"	111	85	42	45	"	109	60	67	"	74	55	"	85	46	40	"	125	60

562	"	267	255	578	"	285	544	520	540	250	142	282	225	"	121	255	"	145	167	556	"	271
550	"	244	229	554	"	260	518	520	586	216	329	260	256	"	126	529	"	111	157	540	"	286
290	"	242	250	568	"	220	541	555	569	250	512	256	226	"	152	556	"	137	188	552	"	296
555	"	250	226	569	"	170	259	295	545	217	261	268	175	"	144	555	"	158	142	295	"	286
1,526	"	992	918	1,460	"	955	1,262	1,288	2,258	895	1,044	1,046	862	"	525	1,205	"	540	654	1,321	"	1,159
551	"	248	220	567	"	254	515	522	550	225	261	261	215	"	151	524	"	157	165	550	"	285

"	494	178	501	"	545	558	164	205	"	519	187	219	"	215	157	"	167	102	107	"	559	205
"	472	168	292	"	554	504	164	185	"	570	258	265	"	258	152	"	227	151	91	"	571	185
"	525	214	519	"	580	505	156	200	"	555	200	252	"	266	185	"	254	102	79	"	565	242
"	419	221	520	"	544	251	145	201	"	576	155	165	"	265	105	"	151	89	77	"	291	205
"	1,908	781	1,241	"	2,025	1,218	627	789	"	1,418	778	879	"	982	689	"	779	424	554	"	1,566	895
"	477	195	510	"	506	504	157	197	"	554	194	219	"	245	172	"	195	106	88	"	541	224

TABLE DES MATIÈRES.

	PAGES.
Exposé des motifs	4— 7
Projet de loi	8—11
ANNEXE litt. A 1°. — Cours d'appel. — Audiences en matière civile et correctionnelle.	12—15
— litt. A 2°. — Cour d'appel de Bruxelles. — État du nombre et de la nature des audiences dans lesquelles chaque membre a siégé	14—17
— litt. B. — Relevé des affaires civiles, commerciales et criminelles intro- duites devant la cour d'appel de Bruxelles.	19
Relevé des affaires civiles, commerciales et criminelles intro- duites devant la cour d'appel de Gand	20
Relevé des affaires civiles, commerciales et criminelles intro- duites devant la cour d'appel de Liège	21
— litt. C. — Tableau des appels correctionnels	22
— du résultat des appels	24
— litt. D. — Tableau des conseillers désignés pour la présidence des assises, avec l'indication de la durée des sessions et du montant de l'indemnité de 500 francs, répartie par jour	26
— litt. E. — État des accusés jugés pour crimes capitaux en France et en Belgique, indiquant le nombre des acquittés	27
— litt. F. — État des affaires et des prévenus jugés par les tribunaux cor- rectionnels.	28—31
— litt. G. — État des affaires civiles et correctionnelles jugées par les tribu- naux de première instance composés de plusieurs chambres	32—34
— litt. H. — État des affaires civiles et correctionnelles jugées par les tribu- naux de première instance composés d'une seule chambre	35—38
— litt. I. — Tableau du nombre et de la durée des audiences des tribunaux de première instance	40—41